La légitimité historique de la lutte anticapitaliste et de la structure de l'Etat ouvrier.

Pour le 77ème anniversaire de la Révolution Russe:

En ce 77e anniversaire de la Révolution Russe, la classe ouvrière mondiale se retrouve dans de grandes luttes pour faire échec à la politique du système capitaliste qui essaie de profiter du recul de l'influence des Etats ouvriers et de l'ex-URSS dans le monde pour imposer l'élimination de conquêtes importantes acquises durant ces 77 années.

L'entreprise menée de l'avant par Lénine, Trotsky et les bolcheviques, même si on tient compte de la crise traversée par les pays qui ont intégré le "camp socialiste", constitue l'expérience la plus complète jamais réalisée par la classe ouvrière dans toute son histoire.

La classe ouvrière a pris le pouvoir, représentée consciemment par le Parti Bolchévique et Lénine, et a édifié les premières bases étatiques, sociales et politiques pour la construction du socialisme. La lutte pour la construction du communisme continue d'être un besoin inéluctable. Le capitalisme conduit l'humanité à la barbarie sous toutes ses formes: guerres, épidémies, famines; il est incapable de concilier l'immense capacité productive atteinte grâce au développement énorme de la science et de la technique avec une répartition socialement juste. L'objectif communiste représente la sécurité et la confiance que cela est possible.

LES OBJECTIFS DE LA REVOLUTION RUSSE SONT TOUJOURS LEGITIMES

Malgré les difficultés historiques que la classe ouvrière a du affronter par manque de moyens, malgré les ravages causés postérieurement par Staline, par la bureaucratie et ses crimes, malgré l'abandon des positions communistes de la part de nombreux partis de la classe ouvrière, les objectifs proposés par les bolcheviques avec l'établissement du premier Etat ouvrier continuent d'être complètement nécessaires et légitimes. L'expérience cimentée dans les sept premières années avec le Parti léniniste, les soviets, la programmation centralisée de la propriété étatisée et coopérative, est parvenue à transcender les périodes obscures de domination bureaucratique et à s'étendre au monde entier comme un instrument nécessaire pour le progrès. Cela ne veut pas dire qu'il est nécessaire de répéter toutes les démarches de Lénine, mais qu'il est indispensable d'appliquer les principes découlant de cette expérience qui a bouleversé et transformé le caractère et les objectifs des luttes des masses du monde.

Aujourd'hui comme en 1917, la classe ouvrière est la seule qui puisse prendre la tête d'un mouvement mondial pour affronter les maux et les guerres que le capitalisme génère comme un résultat de sa décomposition.

Le capitalisme revigoré de ses "triomphes contre le communisme" ne peut imposer au monde d'autre modèle que celui de la réduction des conditions de vie des gens, des massacres en Somalie et au Rwanda, la peste en Inde, le chômage et la pollution dans les principaux pays capitalistes, la guerre en Yougoslavie. Celle-ci représente l'intention du capitalisme de détruire tout ce qui reste des Etats ouvriers, de se préparer contre l'URSS, mais elle traduit aussi les profondes disputes et conflits d'intérêts intercapitalistes.

Le système capitaliste a profité de la crise dans laquelle se trouvait l' URSS, confrontée à la nécessité de progresser vers une complète démocratie soviétique sous peine d'imploser; il a utilisé un secteur bureaucratique qui a cédé à ses pressions, s'est laissé intimider ou s'est carrément vendu. Tous ces Etats ouvriers sont tombés dans une crise dont ils ne peuvent pas sortir sous une forme capitaliste. Le système de propriété privée ne peut pas transformer ces pays et les intégrer dans l'économie de marché capitaliste, il l'a fait seulement de façon très marginale.

Des capitaux qui se sont introduits dans l'ex-URSS, beaucoup sont d'origine criminelle et ont un caractère spéculatif financier ou commercial, ce sont des capitaux qui cherchent à se multiplier rapidement et ensuite à s'en aller.

Le capitalisme ne peut pas aller beaucoup plus loin dans les Etats ouvriers, ce n'est pas l'étape de l'expansion du capitalisme, qui investit à long terme, prend le temps de créer un marché, une classe dominante qui s'installe dans la société en se reproduisant économiquement et socialement. Ce n' est pas l'époque historique pour une telle activité. Par ailleurs, il est impensable que le capitalisme investisse dans un pays comme l'ex-URSS pour donner des forces à un concurrent potentiel.

LA FORCE DE LA STRUCTURE SOCIALE DE L'ETAT OUVRIER

Un autre élément important qui détermine l'impossibilité du triomphe capitaliste dans les Etats ouvriers est le maintien d'une grande partie de la structure sociale et économique antérieure de l'Etat ouvrier. Pour cette raison, le capitalisme entretient toute sa vigilance militaire face à tout ce qui subsiste des Etats ouvriers.

La guerre en Yougoslavie et l'intention d'augmenter le pouvoir de l'OTAN comme gendarme du grand capital dans le monde entier, les provocations menées dans les républiques du sud de l'ex-URSS par des groupes "intégristes" venus d'Afghanistan, les provocations contre Cuba et la Corée du Nord, comme les récentes menaces contre l'Irak démontrent

Suite page 5

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV ème Internationale Posadiste

33ème ANNEE - Janvier 1995 - N° 398 - 20 francs

Périodique bi_mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet CI: 62, rue des cultivateurs 1040 Bruxelles

LE CONGRES DE LA FGTB ET LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL A 32 HEURES/ SEMAINE

Le congrès de la FGTB du 19 et 20 Octobre dernier, a défini ses orientations pour les luttes à venir. Certaines revendications sont très importantes, comme l'impôt sur le patrimoine ou encore la lutte contre la fraude fiscale ou encore celle de la généralisation des 38 heures ou la réduction du temps de travail à 32 heures en 4 jours de travail. Mais les conclusions organisatives se posent surtout au niveau de maintenir les libertés de négociations par les CCT, par les délégations au CSH et Conseil d'entreprise et les déléguations syndicales d'entreprises. L'introduction des résolutions réaffirme la référence au socialisme malgré l'implosion des pays socialistes et surtout de l'URSS. Elle affirme que le capitalisme est incapable d'apporter des solutions aux problèmes de la population travailleuse et que la FGTB ainsi que la gauche syndicale et politique doit se mobiliser contre la doctrine libérale. tout cela est très important et est le résultat de la pression des luttes des travailleurs contre le plan global, et contre les fermetures d'entreprises. Mais malheureusement cela reste des résolutions de principes qui n 'ont pas de conclusions pratiques débouchant sur un programme de lutte et de mobilisations contre les mesures du gouvernement et du patronat. Dans la négociation interprofessionnelles , il n' y a déjà plus de traces de toutes ces revendications et même la généralisation des 38 heures a été laissée tombée.

Il ne suffit pas de demander les 32 heures en 4 jours ou même la généralisation des 38 heures pour les avoir. Il est évident que le patronat ne va pas les donner seulement parcequ'on les demande, d'autant plus que cela signifie une perte de la marge bénéficiaire, et que la création d'emploi ,l' amélioration de la qualité de la vie au travers des loisirs, ou de la réduction de la carrière n'intéressent pas les chefs d'entreprises. La seule chose qui comptent pour eux c'est le profit à tout prix. Et dans les entreprises publiques , petit à petit on s'oriente vers les mêmes pratiques que dans le privé parceque les pouvoirs publiques ne veulent pas maintenir ou augmenter les subventions. Pour obtenir ces revendications, il est indispensable de créer un rapport de forces au travers d'un programme de mobilisation, il est indispensable que la démocratie syndicale fonctionne. La grève générale du 26 Novembre a démontré que l'ensemble des salariés du publique et du privé, de Flandres et de Wallonnie, de toutes les organisations syndicales en front commun veulent imposer ce rapport des forces. Malheureusement, le PS SP a voté le plan global malgré toute cette pression. Ce qui veut dire que la volonté des travailleurs n'a pas eu de relais politique. Le rapport de forces a été imposé par les travailleurs dans cette grève, mais un seul jour n'était pas suffisant, et d'ailleurs beaucoup de militants syndicaux voulaient aller plus loin. C'est cela qu'il faut imposer partout dans les entreprises, créer un rapport de force favorable pour imposer les 32 heures sans perte de salaires et avec embauche compensatoire.

Une revendication qui est très importante, est la lutte contre la fraude fiscale: la FGTB revendique concrètement un impôt sur les plus values, un impôt sur les grosses fortunes, un impôt minimum sur les bénéfices des sociétés, la restauration de l'indexation des barèmes fiscaux. Mais encore une fois ,la FGTB ne dit pas comment les obtenir et que faire pour les obtenir.

Ce congrès de la FGTB a été de toute façon l'aboutissement de débats préliminaires, de pression des différentes centrales pour avancer des revendications plus combatives, mais il n'exprime que très partiellement la puissance du mouvement syndical qui serait capable de créer un double pouvoir dans le pays face à toutes les attaques du libéralisme. Pour que cette force puisse s'exprimer il est indispensable que toutes les revendications et résolutions du congrès soient lues et discutées, et mise en pratique dans toutes les centrales syndicales. Pour que cette force puisse s'exprimer pleinement ,il est indispensable que la démocratie syndicale fonctionne réellement, que tous les travailleurs puissent être réellement consultés et décident dans les assemblées syndicales,et non par l'intermédiaire d'un permanent qui prétend le représenter. Cette démocratie syndicale est indispensable pour que toute la force et la puissance du mouvement ouvrier puisse avoir des effets réels sur la politique.

La crise du capitalisme, la guerre et le socialisme
J.POSADAS 16 Avril 1978
voir page 3

Les mobilisations des étudiants et la crise du capitalisme
voir page 2

Les élections au Brésil
La grande avance du Parti des travailleurs et la nécessité du front unique.
voir page 4

L'Otan hors de Yougoslavie! La Belgique Hors de l'Otan!
voir page 3

Les mobilisations des étudiants et la crise du système capitaliste

Pendant plusieurs semaines la jeunesse étudiante a battu le pavé du pays pour le retrait du Plan Lebrun et le refinancement de l'enseignement. Le ministre Lebrun, le roi de la non-communication, a dû s'attabler avec les représentants des étudiants, suspendre la loi. Mais a mis en application deux arrêtés qui découlent de cette loi. Lebrun, illusionniste, met à l'épreuve le vieil adage "cause toujours et ma loi passe".

Cette grande et persistante mobilisation des jeunes étudiants des écoles supérieures est très révélatrice de la crise de la société capitaliste en Belgique et de la révolte des jeunes, mais aussi de leurs familles, face a l'absence de perspectives pour s'épanouir, travailler, vivre dignement et intelligemment dans cette société. Les étudiants des grandes écoles sont le plus souvant issus de la petite-bourgeoisie, de certains milieux de travailleurs, leurs parents se sont serré la ceinture pour qu'ils puissent étudier, avoir un métier et ils se retrouvent devant un mur de la Loi Lebrun, qui multiplie les obstacles, les sélections pour réduire le nombre d'étudiants et les possibilités d'avoir un diplôme. Le sens immédiat de la mobilisation des étudiants, c'est le refus d'être délogés à l'avance de la situation qu'ils espéraient acquérir. Mais en même temps, le mouvement a exprimé une revendication plus profonde d'égalité, de solidarité, de démocratie, de justice sociale, en exigeant l'accès pour tous aux études, la suppression de tout minerval et le droit à un enseignement proche des étudiants.

Le Plan Lebrun ouvrait la voie pour des restructurations et des restrictions, préparant aussi des licenciements massifs d'enseignants, et qui signifient à terme la mort des écoles officielles, au grand avantage de l'enseignement privé catholique.

Historiquement l'Eglise a été la citadelle du refus de la connaissance. Seuls ses membres pouvaient y accéder. La bourgeoisie avait besoin de l'écriture et de la science pour se développer, la noblesse était analphabète, les ecclésiastiques leur servaient de scribe et de lecteur. La Renaissance ne fut pas assez forte pour abattre l'obscurantisme. Il a fallu la Révolution Française pour ouvrir la connaissance à tous, les luttes ouvrières pour instaurer l'enseignement obligatoire jusqu'à 14 ans, ensuite 16 ans et 18 ans à charge de l'Etat. La bourgeoisie avait aussi besoin d'un prolétariat instruit pour augmenter la productivité industrielle.

L'Eglise ayant perdu la bataille de l'obscurantisme, décide de récupérer l'enseignement pour donner une connaissance dénaturée de la science. Il ne faut pas oublier que l'Eglise Catholique a "réhabilité" Galilée il y a à peine trois ans, que les horreurs de l'Inquisition sont toujours escamotées, que Darwin est toujours interdit d'enseignement dans certains établissements scolaires catholiques des Etats-Unis. L'Evêque de Namur, Monsieur Léonard, intervient constamment dans l'enseignement officiel pour diffuser et imposer la pensée de l'Eglise Charismatique. Comme par hasard, le Ministre Lebrun est représentant du PSC

L'Eglise a créé un enseignement dit "libre" pour contrer l'enseignement officiel et obliger l'Etat à détourner les fonds de l'enseignement officiel à son profit. L'Eglise a provoqué la guerre scolaire, qui s'est terminée à son profit par le"Pacte Scolaire". Quand on étudie le budget de l'enseignement, le pourcentage de l'enseignement officiel diminue régulièrement au profit de l'enseignement "libre". La Loi Lebrun en rendant ingérable l'enseignement supérieur tend à contraindre les jeunes à se diriger vers l'enseignement catholique.

L'Eglise est globalement du côté de la bourgeoisie, et cela même si une petite partie des ecclésiastiques sont près du peuple avec un concept anticapitaliste. Le goupillon est toujours au service de la classe dominante.

L'enseignement officiel se trouve profondément divisé en trois réseaux concurrents: le communal, le provincial, le communautaire. Citons un exemple: la Commune d'Ixelles reçoit le droit de créer un athénée qui entre en rivalité avec les deux athénées communautaires. Après une série de cabales, l'Athénée François Rablais (ancien athénée d'Ixelles) perd sa population, en partie au profit de l'athenee communal, surtout au profit de l'athénée catholique de cette commune. Cette situation de concurrence se retrouve dans le primaire et le supérieur. Il faut se battre pour l'unification des réseaux tout en maintenant l'emploi des enseignants.

La plus grosse partie du budget est le salaire du personnel. Pour le Ministre, la seule façon de faire des économies, c'est de dégraisser les écoles de milliers d'enseignants.Aussi, bien des classes ont des élèves en surnombre par rapport aux normes antérieures.

Les socialistes ont voté cette loi sans ouvrir leurs yeux, ou en monnayant ce vote contre on ne sait quel autre avantage. C'est suite aux grèves des étudiants, qu'un nombre important d'élus socialistes ont pris conscience de l'aberration de la Loi Lebrun. Le PRL a pris position pour les étudiants par opportunisme, mais aussi pour la défense de l'enseignement laïque.

La lutte des étudiants est juste, mais pourquoi la radio, la TV, les grands journaux leur étaient-ils favorables? L'information est diffusée pour la participation aux manifestations, un écho permanent leur est des plus favorables. Pour comparaison, les grèves des travailleurs contre le Plan Global ont subi un black-out de la part de ces médias, de même pour les grèves des enseignants. Cela montre que cette lutte coïncide avec certains intérêts au sein d'une partie de la bourgeoisie laïque qui défend un enseignement non confessionnel et élitiste. La bourgeoisie n'a plus besoin d'un nombreux prolétariat formé, elle ne peut plus engager autant de travailleurs qualifiés, mieux vaut ristourner les économies sur l'école au monde de la finance, de la même manière que les économies sur la sécurité sociale.

Pour le capitalisme, il n'est plus nécessaire de former autant d'hommes, il veut un enseignement de qualité, mais élitiste. S'il n'arrive pas à supprimer l'enseignement obligatoire, il créera des écoles-poubelles pour y parquer le restant de la population.

Les travailleurs se sont toujours battus pour un enseignement ouvert à toute la population. La lutte pour l'école laïque, gratuite, unique pour tous les enfants et les jeunes, est toujours d'actualité

.(12.12.94)

Les élections au Brésil

suite de la page 4

La grande avance du Parti des Travailleurs et la nécessité du front unique pour vaincre l'alliance entre l'oligarchie et l'impérialisme

directement de ceux du PT.

La bourgeoisie brésilienne ne disposait pas d'un candidat propre, après la désastreuse expérience de Fernando Collor. Pour affronter la grande avance de Lula, la grande bourgeoisie n'a pas eu d'autre remède que de s'unir autour d'un candidat dans lequel elle ne pouvait avoir pleinement confiance.

LES CONCLUSIONS A TIRER POUR LE PT

D'autres facteurs ont joué dans la non-élection de Lula. Entre autres, la disproportion énorme des moyens économiques. La bourgeoisie mondiale et surtout l'impérialisme américain a appuyé Cardoso avec des milliards de dollars. Celui-ci disposait de vingt fois plus de moyens que Lula. Il y eut aussi l'usage écrasant de la TV contre la gauche, l'emploi massif de l'appareil d' Etat, la fraude électorale (à Rio de Janeiro par exemple, les élections ont dû être annulées à cause des fraudes). D'autre part, une bonne partie des alliés bourgeois que le PT s'était fait à grand peine, n'ont pas résisté à cette offensive.

Au sein du PT, il y a encore de grandes discussions. mais la réaction générale à cette "non-victoire" ne consiste pas à s' affronter violemment. Tout le monde voit que le PT a fait de grandes avancées. Il faut considérer que le PT a un profond enracinement social et syndical: 38% des députés proviennent du mouvement syndical, 28,6% des mouvements populaires, 8,1% des mouvements paysans et 24,5% seulement sont des intellectuels. Le PT a un programme de transformations sociales très profondes, dans un pays qui est la 8ème puissance capitaliste du monde. Le problème posé est: comment faire monter au gouvernement cette énorme force de gauche.

Toute la bourgeoisie mondiale a voté au Brésil, comme elle l'avait fait au Mexique, pour empêcher que le PT aille au gouvernement. D'autre part, le rapport mondial des forces a pesé dans ces élections. Il n'existe plus de structure mondiale des pays socialistes et de l'URSS, la direction du PT s'est sentie dépouillée d'une protection mondiale. Le poids des pays socialistes avait de l'importance pour attirer des couches de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie. Maintenant, par contre, la proposition du PT de transformer le Brésil en pôle de développement opposé à la NAFTA, à la CEE, aux "tigres asiatiques", devait leur sembler dangereuse et incertaine.

Maintenant, le PT est mis au défi de développer la politique des alliances, sans pour autant abandonner son programme, ni ses objectifs, ni ses propres racines sociales. Il doit continuer les tournées permanentes dans tous les coins du pays, comme pendant la campagne électorale, mais en leur donnant moins un caractère de "caravanes" de propagande et en les transformant en grands mouvements politiques et culturels "pour la citoyenneté".

Il n'est pas exclu que Cardoso appelle le PT à faire une alliance de gouvernement. Lui-même a fait des propositions de changements sociaux qui heurtent de front la stratégie de sa coalition néo-libérale. Il se peut, dans ce cas, que Cardoso soit écarté du gouvernement, dont la présidence reviendrait alors directement au Parti Libéral.

Il faut prévoir aussi que le Plan Real va échouer, comme les précédents, et cela va créer des affrontements sociaux énormes. Dans chaque cas, le PT doit se préparer à gouverner le pays. Il peut connaître encore de grands progrès électoraux, mais il faut se préparer à de nouveaux coups de forces, et ne pas se laisser isoler. Il est nécessaire de mieux structurer le Parti lui-même. Il y a encore, au sein du PT, beaucoup de luttes de clans et de groupes. Par exemple, la lutte entre les groupes parlementaires, plus disposés aux alliances et aux accords, et l'appareil du Parti, qui a des positions plus agressives, voire sectaires. Le groupe parlementaire du PT ne doit disposer d'aucun privilège spécial à la direction du Parti. Mais il faut aussi voir que, pendant toute une période, le PT devra passer par des alliances pour gouverner les provinces, les Etats, les villes, en association avec d'autres courants, inclus des secteurs bourgeois. Il doit, dans ce processus, garder son autonomie, sa propre politique et son programme. De là l'importance de la structure militante, des cadres syndicaux et populaires qui ne considèrent pas le PT comme un parti parlementaire ni comme une machine à voter.

Le PT doit discuter la constitution des alliances tout en maintenant sa capacité à mobiliser les grandes masses des travailleurs, et en soutenant les objectifs qui mettent le capitalisme en question, comme l'exigence de la terre et l'élimination radicale de la pauvreté. Il faut faire des postes conquis aux gouvernements locaux, des exemples de gestion démocratique révolutionnaire, affirmer la capacité du PT et de ses alliés à gouverner, même sans disposer encore du pouvoir central. Partout où cela est possible, il faut participer à des coalitions et exiger du parti de Cardoso qu'il réalise ses promesses électorales, qu'il s'oppose aux privatisations, qu' il accomplisse la réforme agraire. Il faut refuser toute politique menant à un "pacte social", en partie admis par des secteurs syndicaux. L'autonomie du mouvement ouvrier et syndical doit être pleinement garantie et stimulée par le Parti des Travailleurs.

(1.12.94)

NOTRE SALUT
A LA FRACTION POSADISTE DU P.T. DONT LE CANDIDAT A BRASILIA, BETINHO, A OBTENU 7000 VOIX ET UN POSTE DE DEPUTE SUPPLEANT!

La crise du capitalisme, la guerre et le socialisme

J.POSADAS

16 Avril 1978

La guerre est un besoin du capitalisme. Elle fait partie de la concurrence du capitalisme, de l'accumulation du capital. elle n' intervient pas directement dans la commercialisation, mais bien dans la production et les bénéfices. L'industrie d' armements représente environ 20% de la production des grands pays. Dans des cas comme celui de l'Amérique du Nord, un arrêt de la fabrication d' armes signifie un effondrement complet, et pas seulement une crise. Les plus importants capitaux du monde sont investis dans les armes atomiques. Ce sont des capitaux de l'Etat, mais c'est l'industrie privée qui produit. Une infinité d'entreprises privées fait des produits, des pièces, des préparations chimiques ou atomiques, qui sont livrés ensuite à l'Etat. La fabrication d'armements ordinaires occupe une part prépondérante de tous les budgets. En France et en Belgique par exemple, les ventes d'armes occupent environ 25% du total des exportations.

Cette structure crée toute une couche de gens qui veulent la guerre et qui, s'ils ne peuvent faire la guerre entre les grands pays, donnent des armes aux petits pays pour la faire. Ils n'inventent pas la guerre. Celle-ci est un besoin social pour ceux qui dirigent, ou ceux qui se défendent. Ces types vendent des armes et investissent dans cette industrie. Si tout cela devait s'arrêter, le capitalisme entrerait dans une crise à en éclater. Les couches aisées de la petite-bourgeoisie, sur lesquelles le capitalisme a un grand contrôle, abandonneraient celui-ci si elles ne voyaient plus de perspective en lui.

Un autres aspect fondamental dont il faut tenir compte, est le fait que le prolétariat n'augmente pas en tant que classe, en nombre. D'autres secteurs, tels que la petite-bourgeoisie, augmentent leur poids dans l'économie, à cause de l'importance croissante de l'électronique, de l'informatique, etc... L'intelligence créée par leur fonction leur fait voir qu'ils jouent un rôle fondamental, mais aussi qu' ils dépendent d' un régime social qui n'a plus de perspectives. Ils reçoivent l'influence des Etats ouvriers. L'automation et l'électronique se développent, mais les Etats ouvriers progressent sans cesse

Il en va autrement dans les pays économiquement arriérés - bien que socialement très avancés - d'Afrique, d'Amérique Latine et d'Asie. Dans ces pays, le prolétariat augmente, car il vient à peine de se créer. M ais tous ces pays ne compensent pas la force décisive, concentrée d'une part dans les grands pays capitalistes, tels que l'Allemagne, les Etats-unis, la France, et de l'autre, dans les Etats ouvriers.

La force que tire la bourgeoisie du fait que la petite- bourgeoisie remplace le prolétariat dans la production, représente seulement un avantage de courte durée, parce que le processus ascendant de la révolution gagne sans cesse de nouvelles forces, et développe l'intelligence et la compréhension de la petite- bourgeoisie. Chaque machine électronique annule mille ouvriers, et chaque technicien manipulant une machine en remplace une quantité d'autres. Mais de nombreux ouvriers deviennent à leur tour des techniciens. La technique n'est plus tant une spécialisation qu' un travail routinier.

Avant, la spécialisation existait, parce qu' il n'y avait pas de généralisation des connaissances scientifiques. Par contre, maintenant, n'importe quel ouvrier qui se met à l'étude connaît cela tout de suite, et peut manipuler la machine électronique la plus compliquée. La petite-bourgeoisie elle-même ne représente plus une catégorie bien différenciée. Elle se sent chaque fois plus une partie du produit qu'elle fabrique en appuyant sur le bouton. Il existe des complexes industriels - appelés ainsi pour l'étendue et la variété énorme de leur production - dans lesquels trois ouvriers font marcher toute une usine. L'automation du système de production élimine progressivement des prolétaires, diminue leur nombre, mais gagne la petite-bourgeoisie technique et scientifique aux rangs du prolétariat.

Conjointement à ce processus, il y a le fait que le capitalisme n' a pas d' autre solution que la guerre. Il va décider du massacre que la guerre va signifier, indépendamment de la volonté d' un capitaliste ou d'un autre: c' est le besoin du régime qui provoque la guerre. La structure de l' économie est telle que, pour qu' elle fonctionne, les plans essentiels doivent être décidés par la haute finance, le grand capital, la grande industrie, qui concentrent tout et déterminent le mouvement économique des autres entreprises.

Le grand capital se concentre chaque fois plus dans les pays capitalistes. La concurrence est plus rapide, plus dynamique qu'à toute autre étape de l' histoire. Cette concurrence signifie aussi concentration de capital, de production et de domination de l' économie. Les secteurs de la grande industrie, dans les grands pays, sont ceux qui dominent l'armée, la police, qui décident aussi des essais nucléaires.

Ces secteurs-là décident de la guerre. Ils peuvent la lancer à n'importe quel moment, sans que le parlement ou le président puisse intervenir. Ils dominent l'économie.

Il faut faire une analyse, et non se référer aux paroles d'un capitaliste ou d'un autre. Par exemple, on trouve normal d' étudier la naissance d'une plante à partir de la semence, le développement de la fleur, sa vie, sa relation avec la terre, l' unité de la plante. On étudie bien cela en botanique ou en génétique. Mais faudrait-il procéder autrement pour étudier la société? Beaucoup de camarades communistes disent: "Les conditions historiques ont changé depuis l'époque de Lénine". Et pourquoi cela ? A-t-on obligé la bourgeoisie à changer de nature, de conception ? Qu'y a-t-il de changé au point que la bourgeoisie accepte maintenant de ne plus faire la guerre, ou se voie contrainte à ne plus la faire? Quels sont les exemples historiques?

Prenons les exemples de l' histoire. La Chine a été le lieu des plus grandes conciliations, mais elle a dû faire la guerre, pour imposer des changements sociaux. Comment le capitalisme organise-t-il son comportement? En quoi donne t-il des preuves qu' il est influencé par le progrès de l'histoire ? Où voit-on que la classe capitaliste est désorganisée, ou que les secteurs décisifs sont isolés? Il n' y a aucun exemple qui le montre.

Mais les communistes et les socialistes ne discutent pas ainsi. Ils disent simplement : "La guerre serait une atrocité, ce serait la fin du monde". Ils font peur avec cette idée, en commençant par s'effrayer eux-mêmes, et ils cèdent. Ils cherchent la façon de s'installer dans le domaine de l'ennemi, afin de le surveiller, de l'empêcher de faire la guerre, de le contrôler, ou de le persuader d'accepter des changements. Il s'agit là d'une philosophie mystique. Ce n'est pas une erreur, mais une manière de concevoir le comportement humain indépendamment de son rapport avec la production. La grandeur de Marx a consisté essentiellement à dévoiler le fétichisme de la production, et l'existence réelle et matérielle du capitalisme. Il y a une unité entre capitalisme et fétichisme de la production. Le capitalisme sans la production ne remplit aucune fonction. Mais la production sans le capitalisme sert à quelque chose. C'est de la production que le capitalisme tire sa force, sa façon de penser, de voir, de concevoir.

La peur actuelle du capitaliste n'est pas quelque chose d' ordinaire. Il a peur parce qu' il voit un vide dans la vie. Les gens, en général, ont peur pour un fait concret, parce qu'ils ne se sentent pas forts, parce qu'ils sont ignorants ou ne parviennent pas à concentrer leur attention pour comprendre quelque chose. Mais le capitaliste ne pense pas ainsi. L'histoire s'est construite par rapport à la production, à la propriété. Il en est si bien ainsi, que même dans les Etats ouvriers, on peut voir cette dépendance de la production et de la propriété. Et cela détermine toute une façon de voir, de prévoir, d'envisager l' avenir. Le capitaliste ne voit pas d'avenir dans la vie, et il s accroche à ce qu' il a. Il ne pense ni à sa femme, ni à ses enfants. Aucun grand capitaliste n'a de notion de famille, de maternité, de paternité. Sa vie, c'est sa fonction. Sa fonction dans la vie est de se reproduire dans la productuion, non de se reproduire dans la famille. La joie du père qui a un enfant fait partie de l' optimisme naturel envers l'avenir, tandis que la tragédie du bourgeois par rapport à ses enfants surgit de son manque d'avenir, de sa peur de la disparition du système capitaliste. Comment imaginer alors que le capitaliste va avoir une pensée opposée à ce besoin de propriété qui est la vie pour lui, et qui a déjà créé toute une structure ! Nous allons gagner une grande quantité d'individus au travers de l'intelligence, mais on ne peut gagner la structure. On peut affaiblir le capitalisme, comme l'a fait le gouvernement d'Allende au Chili, on peut même aller jusqu' au gouvernement, et de là, préparer la classe ouvrière à avancer au maximum. Mais pour cela, il faut désarmer l' armée, détruire toute la structure de l' appareil d'état capitaliste, et introduire des normes qui permettent l' intervention de la population.

Les directions communistes, par contre, parlent de "secret d' état", de "secret des jugements", de " secrets militaires" . Ce sont de purs mensonges. C'est la classe dirigeante qui organise cette structure pour diriger les affaires en fonction de ses intérêts, et utliser l'armée, la police, les lois et les juges en fonction de tels intérêts. Mais les communistes ne discutent pas de cette façon. Ils disent, en prenant l'exemple du gouvernement d'Allende, que celui-ci aurait pu aller encore plus loin s'il n' y avait pas eu de "traîtres". Ils donnent une fausse notion de l' histoire. Le militaire ou le bourgeois qui prête serment à la Constitution d'Allende, pour la trahir ensuite, ne jure que parce qu'il n'a pas d'autre issue, mais en même temps, il prépare la contre-révolution. Le dirigeant a le devoir de comprendre qu'il en est ainsi. Autrement, il n'utilise pas la méthode dialectique. Il emploie une méthode énigmatique pour savoir ce qui va se passer, ou bien il a une croyance pieuse et mystique dans la révolution. S'il

L'OTAN HORS DE YOUGOSLAVIE ! LA BELGIQUE HORS DE L'OTAN !

En Yougoslavie, le système capitaliste met en évidence sa nature profondément belliqueuse, et antagonique avec le socialisme et en même temps, les contradictions qui l'empêchent de mener à bien ses intentions de guerre. L'ex-Yougoslavie est devenue un champ d'expérimentation des nouveaux rapports de force entre les pays capitalistes et ce qui reste des Etats ouvriers - essentiellement l'ex-URSS - d'une part et, de l'autre, des conflits d'intérêts et de puissance entre les différents grands pays capitalistes. Rappelons que l'Occident - et en particulier l'Allemagne- est le principal instigateur de l'éclatement de la Yougoslavie. C'est lui qui a soutenu la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie, ensuite de la Croatie et de la Macédoine. Par contre, la Fédération Yougoslave (Serbie, Montenegro, Voivodine) n'a jamais été reconnue et a été soumise à un strict embargo. De même, les régions serbes ou croates de Bosnie qui se sont constituées en république, n'ont pas été reconnues, tandis que le gouvernement bosniaque d'Izetbegovic, soutenu par tous les pays islamistes, a eu les honneurs de la diplomatie des pays d'Europe et des Etats-Unis. Rappelons aussi qu'à l'origine des événements de Bihac, il y a eu une offensive en règle de l'armée gouvernementale bosniaque contre les Serbes bosniaques. Les Etats-Unis se sont fourvoyés complètement, en pensant qu'ils avaient déjà mis l'armée bosniaque en mesure de battre les Serbes, avec toute l'aide en armes, le détournement de l'embargo sur les armes, avec l'aide de mercenaires et d'officiers américains pour encadrer l'armée bosniaque. Tout cela a échoué. Les Serbes en ont profité pour gagner des positions dans l'enclave de Bihac, en s'alliant à des groupes musulmans armés de la région qui avaient fait dissidence avec le gouvernement officiel. Une fois de plus, on nous assomme à coups d'images d'atrocités commises par "les méchants", pour justifier de nouvelles interventions de l'Otan en Yougoslavie.

L'Otan met ici en pratique ce qui a toujours figuré dans ses principes depuis qu'elle existe. Elle n'a vraiment pas changé sa fonction ni ses objectifs: détruire ou étouffer dans l'oeuf tout ce qui s'oppose à l'hégémonie de l'Europe Occidentale et des Etats-Unis. Le Pacte de Varsovie ayant été dissout, l'ennemi déclaré de l'Otan n'existe plus. Mais, dans les faits, le camp socialiste ressurgit constamment de ses soi-disant cendres. Le refus de la Russie de signer le partenariat avec l'Otan, son opposition à une augmentation de l'intervention militaire en Yougoslavie patronnée par l'ONU, le montrent.

De plus, la Russie refuse le droit de l'Otan, ou même de la CSCE, de se mêler des conflits qui surgissent dans les différentes républiques de la Russie ou de la CEI. Dans les combats actuels en Tchétchénie, une partie des forces qui soutiennent les velléités indépendantistes de Doudaev sont bien armées et soutenues par l'impérialisme, et servent de provocateurs, tout comme l'armée bosniaque en Yougoslavie, et comme les provocations armées des groupes de mercenaires qui violent les frontières de la Russie à partir de l'Afghanistan.

L'Otan sert de bouclier et de force militaire à toute cette politique de l'impérialisme US et européen. Qu'un ministre socialiste belge, Willy Claes, soit mis à sa tête, ne change rien à sa nature profondément réactionnaire. Willy Claes a été obligé, devant sa propre base socialiste, d'inventer un nouveau rôle l'Otan, de dire que cet organisme était essentiellement devenu un garant de paix et d'équilibre pour s'unir aux pays de l'Europe de l'Est. Mais les faits de guerre en ex-Yougoslavie l'ont vite démenti. Pour la gauche, pour le mouvement pacifiste en Europe, et en particulier en Belgique, il faut aussi remettre à l'ordre du jour la lutte sans équivoque contre l'Otan, pour que l'Otan se retire de l'ex-Yougoslavie et pour que la Belgique se retire de l'Otan!

La crise du capitalisme, la guerre et le socialisme

suite de la page 3

appliquait la méthode dialectique, il se dirait: " Ce type fait des serments, mais c'est un menteur". Il jure de respecter le gouvernement d'Allende, mais il veut défendre la propriété privée. Allende, lui-même, en jurant sur la Constitution, a juré de défendre la propriété privée, mais il s'est gardé des marges de manoeuvres pour éluder la propriété privée, grâce à la force que lui donnait le mouvement ouvrier.

Les communistes discutent sur la base de suppositions, d' imaginations, et non en fonction de la conclusion scientifique du comportement des classes. Ils parlent de la peur de la guerre atomique, mais qui a peur de la guerre atomique? Ils répandent leur propre peur. En fait, ce n'est pas qu ils aient peur, mais ils redoutent d'être responsables d'une destruction du monde. Mais la classe ouvrière n'a pas peur, elle sent qu'il n'y a aucun autre remède. Elle dit: "La guerre va être terrible". Mais le dernier accident de train en Italie, dans lequel 40 personnes sont mortes et où beaucoup d'autres vont mourir, comment faut-il le qualifier? Il y a des quantités d'exemples comme celui-ci. Il faut discuter de tout cela.

La guerre n'est pas la fin du monde, elle provoquera des destructions plus grandes qu'avant, mais proportionnellement à la destruction, il y a aussi une augmentation très grande de la capacité scientifique, de la conscience et de l'intelligence du monde, pour comprendre qu'il peut tout refaire, et même mieux qu' avant. Il y a une diffusion et une transmission constante des connaissances, sur l'économie, sur les lois de la physique. Il y a aussi une élévation de l'assurance du monde en ce qui concerne le futur, la nature, la production, l'univers. Avant, les gens vivaient tout un processus de crainte, ils n'avaient pas d'audace parce que les connaissances étaient réservées à un milieu étroit. Maintenant, par contre, les Etats ouvriers montrent que tout peut être vaincu. La guerre atomique sera seulement plus destructrice que la précédente.

Les effets les plus importants de la guerre ne consistent pas dans les destructions matérielles, car on peut reconstruire n' importe quoi, mais ils résident dans la peur qui impose et oaralyse. Après les guerres précédentes, c' était la bourgeoisie qui reprenait la direction et ressuscitait le porcessus mystique de la production capitaliste. Mais maintenant, il en est autrement, car l' Etat ouvrier, d' emblée, développe la confiance dialectique dans le processus matérialiste de l' histoire.

Il faut discuter ces phénomènes de l' histoire avec tous les camarades communistes, socialistes, gauchistes. Nous ne voulons pas la guerre. Celle-ci est inhérente au capitalisme. Marx, Engels, Rosa Luxembourg a fait en particulier de très bons textes où elle démontre que l' industrie de guerre est inséparable de la vie du capitalisme. Actuellement, cette industrie occupe une place immensément plus grande qu' à l' époque de Rosa Luxembourg.

Tout grand pays capitaliste consacre 30% de son économie à la guerre. Ils le camouflent de mille manières, derrière "les types qui observent le ciel", "ceux qui regardent les étoiles" .... Il y a des milliers de types ainsi, qui remplissent une fonction pour la guerre. Les soviétiques ont mille satellites de surveillance du système capitaliste, qui servent aussi à la météorologie. Et les Yankees, combien en ont-ils? Non seulement, ils doivent en avoir pour observer les Soviétiques et leurs alliés, mais aussi pour leurs propres rivaux français, allemands ou japonais!

L'insécurité, l' ignorance, les méthodes de pensées incorrectes, sont la base essentielle de la peur. On peut avoir un manque de connaissance sans pour autant avoir peur. Par exemple, si on ne sait pas ce qu' on a devant soi, en volant en avion, on regarde la carte, et c' est tout.

On n' a pas peur pour autant. La crainte envers le futur a des racines sociales. Une des conséquences de la propriété privée esrt d' avoir développé la conception individuelle pour envisager toute chose. Une des conséquences les plus importantes de la révolution socialiste est d' avoir développer l' intérêt collectif. La base de cet intérêt est la confiance dans le fait que nous pouvons tout faire, tout résoudre. Le capitalisme n' est pas capable de cela. dans l' Etat ouvrier, c' est différent. Par exemple, la Russie de 1917 était complètement détruite. Lénine organisa le programme, il dut concéder la NEP au bout de trois ans, mais il a construit l' Etat ouvrier.

Le terrorisme n' a pas de sens. Il y a des terroristes bien audacieux, bien résolus, qui n' agissent pas par intérêt individuel, mais ce qu' ils font n' est d' aucune utilité dans l' histoire. Le terrorisme, dans certains cas individuels, peut être utile comme moyen, mais non comme un fin en soi, ni comme un programme.

Trotsky explique bien comment Lénine cherchait à persuader les anarchistes, les terroristes, à les gagner, car ils étaient des gens très audacieux et désintéressés. La majorité d' entre eux provenaient de familles riches, et exprimait une réaction sociale contre la pourriture de la société bourgeoise. Cela arrive encore aujourd'hui .

Le terrorisme n' est pas une méthode de progrès. En fait il n' existe plus de terrorisme. Ce sont les capitalistes, les dictatures bourgeoises, qui emploient le terrorisme comme méthode d' intimidation et de liquidation, de massacres des gens. dans le mouvement ouvrier, dans la révolution, le terrorisme n' est pas nécessaire. Il ne l' a jamais été, et l' est encore moins maintenant qu' avant, mparceque la preuve est faite que tout le progrès de l' histoire a été accompli par les vingt Etats ouvriers, et sans terrorisme. La révolution n' est pas du terrorisme, ni de la violence, m ais la méthode nécessaire pour progresser.

Pour faire bouger un objet, il faut lui donner une impulsion, et forcer l' état statique dans lequel il se trouvait. L' état statique est une des formes du mouvement. Autrement, on ne peut pousser l' objet. Pour avancer, il faut bouger, il faut écarter l' obstacle. quand on veut enfoncer un clou, on ne peut pas se contenter de dire :"Clou, enfonce-toi" . Pour dévisser une vis, on ne peut pas dire :"vis, défais-toi", il faut utiliser la force. Engels explique cela très bien. Le passage de la graine à la fleur prend des formes violentes, il vient un moment où la transformation se fait sans que cela soit visible antérieurement. Le passage d' un état à un autre ne se fait pas progressivement. La naissance d' un enfant se passe de la même manière. Actuellement, on peut suivre le processus, l' influencer, l' organiser, le stimuler, l' élever, mais on ne peut empêcher l' étape du saut dialectique, ni dans l' activité sociale, ni dans une activité naturelle. C' est la forme que prend le mouvement. quand un processus qui était en marche, s' arrête, le mouvement s' interrompt, mais il ne cesse pas pour autant, il prépare des conditions pour se remettre en marche.

Le processus de la violence est une forme du mouvement de la société. Elle existe dans la nature comme dans les relations humaines. Mais ceux qui emploient la violebnce du terrorisme ne répondent pas à une nécessité de l' histoire, ils le font pour intimider. La révolution ne cherche pas à intimider, elle gagne parcequ' elle montre l' existence de forme sociales, économiquement et humainement supérieures. elle ne défend pas des intérêts individuels, elle cherche l' élévation de l' humanité dans ses relations économiques, sociales, afin dce pouvoir se débarrasser de toute forme de crainte, d' imposition. ce qu' on appelle aujourd'hui la violence disparaît également, on l' admettra comme la forme normale du mouvement. Celui-ci se concentre pendant une période, il suit un processus de dualité, jusqu' à la synthèse que représente une forme supérieure. Les communistes ne discutent pas ainsi. Ils ne discutent jamais de dialectique. Mais la méthode dialectique est la base de la compréhension de l'histoire

J.POSADAS

LES ELECTIONS AU BRESIL:

LA GRANDE AVANCE DU PARTI DES TRAVAILLEURS ET LA NECESSITE DU FRONT UNIQUE POUR VAINCRE L'ALLIANCE ENTRE L'OLIGARCHIE, LA HAUTE FINANCE ET L'IMPÉRIALISME.

Au Brésil, le Parti des Travailleurs (dont Lula, fondateur du PT et dirigeant métallurgiste était le candidat) n'a pas gagné les élections. Cependant, il a connu un grand progrès électoral: il a gagné 5 sénateurs (il en avait un seul), dont 2 femmes d'origine pauvre, combattantes pour les droits sociaux), il a conquis 3 postes de gouverneur d'Etat (il n'en avait aucun): à Brasilia, à Espiritu Santo, Amapo. Il en a gagné deux autres, comme partie du Front Brésil Populaire pour la Citoyenneté, qui englobe aussi d'autres forces de la gauche, telles que le mouvement communiste, trotskyste, des catholiques et des socialistes de gauche. Le PT avait 38 députés, il en a obtenu 49 au nouveau Parlement National, les députés d'Etat sont passés de 79 à 91. En voix, Lula a obtenu 27% (contre 17% lors du premier tour des élections précédentes). Ces résultats n'étaient pas suffisants pour contrer la majorité absolue du candidat bourgeois. Cardoso a obtenu 54% des voix émises, dépassant le résultat de tous les autres candidats réunis. C'est ainsi qu'il a gagné la présidence sans passer par un second tour.

En réalité, le front bourgeois qui a soutenu Cardoso a obtenu 34,3 millions de voix (36,2%), Lula: 17,1 millions (18,1%), les autres: 11,8 millions (12,4%). Les votes blancs et nuls s'élèvent à 32 millions (33,3%), sur un total de 94,7 millions d'électeurs. On ne peut donc pas parler d'un "phénomène" Fernando Henrique Cardoso. Il faut voir que la force qui l'a soutenu se compose de 36,2% des électeurs. Il est certain, d'autre part, que les autres candidats représentent d'autres secteurs de la bourgeoisie et que le PT et Lula, même en considérant le front de toutes les forces de la gauche, ne représente pas la force prépondante.

Aussi, la tactique du front unique au Brésil est un problème clé. Le PT l'a pris en compte en partie, inclus au second tour, en appuyant parmi plusieurs les candidats bourgeois "les moins mauvais". Mais dans beaucoup d'autres cas, en particulier pour l'élection des gouverneurs, un accord préalable avec des forces locales aurait permis au PT de concentrer plus de voix pour les résidentielles.

LE PLAN "REAL"

Mais cela ne suffit pas à expliquer la "non-victoire". Il faut analyser d'autres facteurs qui ont pesé dans le processus des élections. Le plus important, c'est le "Plan Real": c'est-à-dire l'introduction d'une nouvelle monnaie, le "Real", à parité avec le dollar, ainsi que le blocage strict et général des prix et des salaires. Cardoso était alors ministre des Finances et a fait entrer ce Plan en vigueur, en pleine campagne électorale. Ce Plan est très proche du "Plan Austral" d'Argentine et de tant d'autres appliqués en Amérique Latine en vue de la stabilisation monétaire. Le corollaire en est, chaque fois, une politique de dérégulation totale, l'ouverture des douanes, les privatisations généralisées et la soumission aux ordres du FMI et de la Banque Mondiale. Au Brésil, cinq autres tentatives de ce genre ont toutes échoué. Une partie importante de la bourgeoisie brésilienne prétend toujours maintenir une certaine autonomie face à l'internationalisation sauvage et à la soumission à l'impérialisme européen, américain ou japonais. Mais la parité artificielle avec le dollar (qui se paie avec les devises de l'excédent commercial et les réserves) crée une situation intenable pour les secteurs exportateurs, et ne peut durer longtemps car elle se heurte à une grande résistance. Tous les observateurs estiment que l'inflation va reprendre de plus belle dans peu de temps.

Mais le blocage de l'inflation a produit un impact important sur les salariés, car il leur a permis de respirer un peu et d'organiser un peu mieux leur misérable existence. La situation devenait insupportable au cours des mois précédents, avec une augmentation des prix de 50% par mois. Les candidats du PT n'ont pas réagi de façon homogène face au Plan Real. Ils ont fait des attaques de principe correctes, au cours de la campagne électorale, mais sans considérer que la réduction radicale de l'inflation est un fait qui pèse énormément sur la population. La bourgeoisie a eu la grande habileté de présenter le PT comme un "ennemi du Plan Real". Le PT n'a pas su utiliser, avec audace et décision, son propre arsenal de propositions, de façon à ne pas heurter de front l'opinion publique favorable aux résultats du Plan Real aussi superficiels qu'ils aient pu être. Pourtant, le PT avait un très bon programme, qui s'adressait aussi à des couches de la bourgeoisie intéressées au développement du marché intérieur et qui proposait d'incorporer 40 millions de citoyens, aujourd'hui exclus, à la possibilité de "consommer" et de vivre dignement.

LE CANDIDAT DE LA BOURGEOISIE

Le candidat de la bourgeoisie, Cardoso, n'était pas un membre des oligarchies les plus réactionnaires dominantes, mais un intellectuel de grand prestige, avec une formation de gauche. Fernando Cardoso et son parti, le Parti Social Démocrate du Brésil, représentent une sorte de social-démocratie, sans avoir toutefois les mêmes racines sociales que la social-démocratie en Europe. Son adhésion au néo-libéralisme est récente. Il s'est allié au Parti Libéral, représentant de l'oligarchie agraire et financière traditionnelle et issu de l' Arena, parti des militaires de l'époque de la dictature. En tant que ministre du gouvernement d'Itamar Franco, il a signé un accord de paiement de la dette externe du Brésil avec le FMI, extrêmement lourd pour le pays. Il s'est converti en fidèle disciple du FMI. Cependant, son image d'intellectuel de gauche est en grande partie responsable de sa victoire électorale.

Sa campagne électorale a été organisée par les experts en "marketing" qui avaient travaillé pour Clinton aux Etats-Unis. Il présentait l'image d'un homme progressiste et tolérant et défendait des plans sociaux inspirés directement de ceux du PT.

suite page 2

Résolution de la direction internationale

Pour le 77ème anniversaire de la Révolution russe

La légitimité de la lutte anticapitaliste et de la structure de l'Etat ouvrier

que le climat de guerre est plus brûlant que jamais pour l'impérialisme et le capitalisme.

Le capitalisme n'ignore pas que l'expérience commencée par Lénine et les bolcheviques avec les canons de l'"Aurore" est vivante dans l'intelligence d'une avant-garde dispersée dans le monde entier, qui va la remettre à l'ordre du jour dès que les conditions propices vont se présenter.

Avec le recul imposé aux Etats ouvriers, en particulier dans l'ex-URSS, le capitalisme a pu gagner un peu de temps, mais comme il ne peut organiser ce délai avec une expansion économique qui intègre au marché de nouvelles couches sociales, de nouveaux pays, ce laps de temps se transforme en nouvelles conditions de décomposition sociale, en nouveaux crimes et guerres contre toute l'humanité.

Pendant les sept premières années qui ont suivi la Révolution Russe, les masses soviétiques, au travers des soviets, et avec le Parti Bolchévique ont créé des bases solides de l'Etat ouvrier. Les masses soviétiques, en partant de rien, ont construit la société qui a été le plus loin dans le développement des relations humaines, de la science. Elles ont construit un instrument dont le premier objectif fut de servir à toute l'humanité, en soutenant ses luttes, ses révolutions et toutes les formes de progrès.

L'humanité, grâce à l'Etat ouvrier, a affronté le capitalisme en mettant en échec le fascisme, une de ses formes les plus dégénérées. Les masses soviétiques centralisées dans l'Etat ouvrier ont mis en échec la politique stalinienne de conciliation avec le capitalisme et ont attiré les masses du monde en imposant la défaite du fascisme.

Tout le progrès réalisé par l'Etat ouvrier soviétique et les autres Etats ouvriers - progrès économique, progrès social et progrès de présence anticapitaliste dans le monde - après la chute du fascisme, a été réalisé avec une direction qui ne représentait pas complètement cette nouvelle position soviétique dans le monde, ces nouvelles relations favorables à la révolution. La direction politique abandonnait le programme de conciliation avec le capitalisme qui avait caractérisé la période stalinienne, mais à son tour, elle se trouvait entravée par des intérêts et des objectifs bureaucratiques.

L'ETAT OUVRIER SOVIETIQUE A IMPOSE UN DOUBLE POUVOIR MONDIAL

L'Etat ouvrier soviétique a imposé un double pouvoir mondial en faveur des luttes des masses qui ont permis de faire de grandes conquêtes sociales, des expériences inédites de directions dans des pays vivant dans la plus grande pauvreté qui ont trouvé les moyens et la sécurité pour entreprendre de grands processus de transformations sociales. L'Union Soviétique s'est constituée en représentant conscient de la classe ouvrière mondiale, comme le dit le camarade Posadas.

Cette importance des Etats ouvriers est mise en évidence aujourd'hui: après les reculs importants imposés aux Etats ouvriers depuis 1990, le système capitaliste fait également payer la note à la classe ouvrière du monde en essayant d'éliminer l'échelle mobile des salaires, en augmentant le chômage, en supprimant les secours aux chômeurs, en liquidant la santé publique, les pensions et les droits des femmes.

Les directions syndicales et les partis ouvriers de gauche qui luttent pour empêcher ces reculs du niveau de vie des masses doivent mettre à l'ordre du jour l'expérience de l'Etat ouvrier, pour apprendre d'elle et ne pas commettre les mêmes erreurs dans les luttes ouvrières futures.

Les grandes luttes de la classe ouvrière italienne, dans la récente grève générale du 14 octobre entraînant le reste de la population exploitée dans une réprobation du gouvernement Berlusconi, met l'expérience de l'Etat ouvrier à l'ordre du jour. Le mûrissement de la gauche travailliste en Angleterre centrant sa campagne électorale sur le thème de la renationalisation des entreprises privatisées par Thatcher et la nationalisation de la banque, et qui impose que le Parti Travailliste maintienne dans ses statuts les nationalisations et la propriété sociale comme alternative à la propriété privée, met aussi l'expérience de l'Etat ouvrier à l'ordre du jour. La revendication de diminution de la journée de travail, que le SPD allemand a intégré dans son programme, ainsi que les grands syndicats européens et Refondation Communiste en Italie, met aussi l'expérience de l'Etat ouvrier à l'ordre du jour.

Cela ne veut pas dire que l'on pourrait éliminer le système capitaliste demain même, mais cela veut bien dire que, au fur et à mesure que se développe la compréhension de l'impossibilité pour le capitalisme de donner une réponse positive à ces exigences croissantes des masses, il est nécessaire de préparer les bases pour surmonter ces limites. Le capitalisme ne va pas céder dans sa politique contre les masses. Le capitalisme, ayant conscience de sa crise désespérée,se précipite dans une politique de guerre contre les Etats ouvriers, dont la guerre contre l'Irak a été une expression. La présence de l'Etat ouvrier constituait une entrave croissante au fur et à mesure que la crise capitaliste augmentait. C'est pour cela que le capitalisme s'est attaqué à l'Etat de la propriété étatisée en profitant de la faiblesse et de l'abandon de la direction bureaucratique. Celle-ci a cédé au capitalisme, ouvrant le champ aux courants les plus dégénérés qui ont reçu l'appui de l'impérialisme pour prendre de vitesse les mouvements légitimes qui s'étaient développés pour imposer une démocratie plus avancée dans l'Etat ouvrier. Ces mouvements sont restés privés de direction et des secteurs plus arriérés, liés à des intérêts privés, ayant des revendications locales et nationales ont pris les devants.

Le capitalisme n'a créé que décomposition et barbarie dans les Etats ouvriers. Si quelque chose reste encore dans l'ex-URSS, qui empêche une désagrégation économique et sociale plus grande, c'est grâce aux cadres communistes ou à certains dirigeants locaux qui ont maintenu les formes de programmation qui existaient avant. Tout ce qui fonctionne encore en URSS, vient de l'époque antérieure. La nouveauté en URSS, c'est la mafia, la spéculation, et les magouilles financières, voilà les objectifs les plus importants de l'investissement capitaliste. Il est impossible de créer une classe bourgeoise dans l' ex-URSS. La seule chose qui existe, ce sont les bandes de délinquants qui contrôlent la production de façon privée. Mais il n'y a eu aucun progrès de l'économie, aucune augmentation de la consommation.

Le capitalisme a amené à la surface une économie qui existait déjà pendant la période antérieure de l'Etat ouvrier, les dirigeants actuels existaient dans l' étape antérieure et survivaient au moyen de trafic de devises, contrôlant le marché noir ou administrant les secteurs de propriétés privées qui subsistaient dans certains Etats ouvriers comme la Pologne et la Hongrie contre la planification centralisée. Ces secteurs représentent les secteurs les plus arriérés de la bureaucratie et un relais entre elle et le capitalisme. Cette économie souterraine qui était marginale antérieurement, ils l'ont impulsée comme un centre d'attraction pour l'ensemble. Théoriquement, ce serait le moyen pour une accumulation primitive qui donnerait ensuite de l'oxygène à l'ensemble de l'appareil productif. La crise de la pyramide financière "MM" en Russie est significative de ce qui se passe en réalité: l'épargne des gens s'est envolée hors du pays accroissant ainsi les coffres de la banque mondiale.

Ce qui fonctionne encore dans l'économie, se situe dans le cadre d'une planification partielle; par contre, là où s'est développée la propriété privée (répartition entre bureaucrates corrompus), on peut voir des désastres comme la récente fuite de pétrole des oléoducs sibériens, qui continuent de couler sans contrôle, sans le moindre respect de la vie des gens et de l'environnement.

La direction actuelle de l'ex-URSS n'a pu être autre chose que cette caste de bureaucrates dans sa version la plus misérable et tragique de l' histoire. Elle ne pouvait être autre chose qu'une caste de bandits qui a usurpé le pouvoir de ce pays qui, pourtant, a été capable d'engendrer de grands scientifiques, de grands artistes, de grands dirigeants tels que Lénine, Trotsky et les bolcheviques et qui a été capable de renverser le fascisme en 1945 au nom de toute l'humanité. Le capitalisme ne peut pas développer une classe bourgeoise, avec une petite bourgeoisie, qui reproduise dans l'économie et la conscience l'idéologie bourgeoise. Cela a été fait antérieurement pendant une période de 200 ans, alors que le système capitaliste représentait un progrès des forces productives et sociales par rapport au système féodal. Par contre, aujourd'hui, le capitalisme est un obstacle au progrès, la création de nouvelles relations bourgeoises est impossible. Un exemple: près de 200 écoles privées pour les nouveaux riches ont été créées, réparties dans des édifices qui ont été volés aux organisations sociales et culturelles de Moscou, mais ils n'arrivent pas à trouver des professeurs, ni personne qui leur écrive les nouveaux livres. Il est impossible d'inventer cela de l'extérieur.

L'actuelle direction de Elstine est issue d'un des secteurs le plus pervertis de la vieille bureaucratie qui se sentait déplacée par le processus antérieur de la régénérescence partielle. (c'est ainsi que le camarade POSADAS qualifiait la dernière étape de l'Etat ouvrier, dans laquelle celui-ci se liait étroitement au processus mondial de la révolution, malgré la persistance à sa direction de couches bureaucratiques qui ne profitaient pas de toutes les possibilités de la relation mondiale de forces favorables). Eltsine est venu au pouvoir en 1991 avec l'appui du capitalisme mondial, et aujourd'hui il est en train d' utiliser ses dernières cartouches. Ce ne sont pas de nouvelles directions, elles étaient déjà présentes dans le processus antérieur couvrant des rapports corrompus, le marché noir, et les trafics illégaux, et représentant la défense d'intérêts personnels dans l'Etat ouvrier.

LES EXPERIENCES D'UNE TROISIEME VOIE SONT TOUTES UN ECHEC

L'expérience du mouvement du " Printemps de Prague" est bien démonstrative à ce sujet, parce qu' elle vient d'un mouvement qui avait

suite page 6

La légitimité de la lutte anticapitaliste et de la structure de l'Etat ouvrier

suite de la page 5

une certaine base sociale et avait la sympathie d'une partie de la petite-bourgeoisie mondiale de gauche qui comptait sur elle pour faire une correction démocratique de l'édification socialiste. Havel, Dubcek, et les autres sont montés au pouvoir. Ils sont repartis comme ils sont venus, sans peine et sans gloire. Maintenant plus personne ne se souvient de Dubcek, et aux dernières élections, il n'a même pas eu 5% des voix. Cette expérience, en dernière instance, confirme que les principes de Lénine et l'expérience des 7 premières années de l'URSS sont irremplaçables, il est important de considérer les conditions et les alliances mais il faut surtout programmer l'économie, étatiser, et créer les conditions pour que les masses assurent démocratiquement le contrôle et la direction. Cette fonction de l'Etat ouvrier est la même aujourd'hui qu'en 1917.

Dans les républiques de l'ex-URSS, comme d'ailleurs dans les autres Etats ouvriers, les gens recommencent à appuyer, à impulser au gouvernement et à voter pour les vieux partis communistes: on les appelle sociaux-démocrates, néo-communistes, socialistes ou de gauche démocratique. Même si beaucoup d'entre eux se sont fait les défenseurs du marché et de formes de propriété privée, à cause de leur faiblesse théorique et leur origine bureaucratique, les masses les impulsent et votent exprimant leur désir, leur volonté et la nécessité du retour à l'Etat ouvrier, corrigeant les erreurs et les vices que la bureaucratie a imposé dans sa construction.

Même Eltsine doit modifier sa politique antérieure: il doit amnistier les rebelles du Parlement, demander la collaboration des communistes et modifier une partie importante du programme économique. Les programmes antérieurs, le programme de 100 jours et tous les autres "programmes de choc" sont entrés en choc avec la réalité. Le capitalisme mondial n'a pas donné tout l'appui qu'il promettait et les forces surgies de l'Etat ouvrier résistent aux mesures chaotiques de Eltsine.

Le ministre de l'agriculture vient d'être démis de ses fonctions, et des secteurs du gouvernement défendent la nécessité d'un plus grand contrôle de l'Etat dans la commercialisation des produits de la campagne. Eltsine a reçu très peu de dollars du capitalisme mondial et il doit même affronter son agressivité croissante sur le terrain mondial de la lutte des classes. Maintenant Eltsine doit se défendre de la politique yankee qui cherche la reddition complète de l' ex-URSS. Pour cela la Russie doit contenir les menaces impérialistes contre l'Irak et condamner durement l'invasion de mercenaires de la CIA depuis la frontière avec l'Afghanistan. Eltsine est monté au pouvoir en profitant des circonstances particulières de l'histoire dans laquelle la direction antérieure de l'URSS a cédé au capitalisme mondial. Il s'est présenté comme un représentant plus authentique de cette politique. Et pour dominer, il s'est mis à détruire les principaux éléments constitutifs de l'Etat ouvrier, en une opération en partie similaire à celle de Staline. Il a dissout le PCUS, (Staline a poursuivi le même objectif en assassinant toute la vieille direction qui a fait la révolution), en désarticulant l'union des républiques, en stimulant des sentiments et des intérêts nationaux. (Staline aussi a privilégié certaines républiques contre d'autres dans les années 20.) Il a recopié de façon grotesque toute l'entreprise de Staline dans les années 20-30. Eltsine a affronté et ignoré systématiquement l'opinion des gens, comme Staline. En 1991, les masses de l' URSS se sont prononcées pour le maintien de l'union des républiques, Eltsine quelques jours après, a commencé son entreprise de désagrégation de l'union. Sur cette politique aussi, Eltsine doit se rétracter et recommencer un dialogue avec les autres républiques et penser à de nouvelles formes d'unification entre elles, l'ascension au pouvoir de cadres provenant de l'ancien parti communiste facilite énormément cette tâche. Comme Staline a du corriger sa politique face au développement de la structure sociale et économique de l'Etat ouvrier et de l'extension mondiale de la lutte de classes, Eltsine doit aussi changer de politique. Comme Staline, qui a été liquidé par sa politique de conciliation, Eltsine a également ses jours qui sont comptés. S'il est vrai que la politique de Eltsine a porté préjudice à la structure de l'Etat ouvrier beaucoup plus que celle de Staline, la force actuelle du capitalisme est inférieure à celle qu'il a eu dans le passé , quand le fascisme s' est lancé à régler ses comptes pour installer un nouveau dominateur mondial. Aujourd' hui, s'il est vrai que la structure de la propriété étatisée et la programmation centralisée ont souffert des coups très durs, il persiste de toute manière une partie importante de l'économie qui est étatisée ou qui doit d'une manière ou d'une autre maintenir des formes de programmation pour se procurer des matières premières ou pour écouler la production. Les entreprises, inclus celles où la bureaucratie a distribué des "actions" aux ouvriers, fonctionnent toujours dans l'engrenage de la programmation de l'Etat ouvrier. L'importance de la privatisation est gonflée artificiellement par la propre direction bureaucratique qui fait cela pour se justifier face à la direction capitaliste et pour obtenir des prêts.

Il ne sera pas suffisant de revenir formellement aux anciennes structures de l'Etat ouvrier. La reconstruction de l'URSS sera possible seulement comme une partie d'un processus plus avancé de la construction du socialisme et de l'affrontement mondial avec le système capitaliste.

77 ans après la prise du pouvoir par les bolcheviques, l'Etat ouvrier continue d'être la structure indispensable pour pouvoir passer à des formes supérieures du progrès humain. Il faut mettre fin à l'empirisme de la production capitaliste, à ses relations, et cela peut se faire seulement en concentrant la propriété, en centralisant la production avec la participation des masses. C'est cela l'Etat ouvrier!

Toutes les autres expériences qui ont cherché à être en marge de ces principes ou qui les ont considérés de façon partielle ont échoué. Il n'y a pas de "socialisme démocratique", de "socialisme à visage humain" ou de " socialisme pluraliste avec économie de marché": C'est l'Etat ouvrier qui ouvre le chemin au socialisme, qui se construit mondialement et la démocratie ne sera pas une particularité mais sera la base même de la société.

Le marché capitaliste gaspille la plus grande partie de l'énergie productive scientifique et humaine dont l'humanité dispose aujourd' hui. Les 750.000.000 de chômeurs de la planète le démontrent. S'ils étaient incorporés à la production de l'humanité, on pourrait produire des richesses et avoir les moyens d'assurer la vie sur la planète pour des siècles à venir. La récente réunion des Nations Unies en Egypte démontre la préoccupation du capitalisme pour l'augmentation de la population: toutes ses propositions, toute sa programmation théorique et pratique cherche à limiter cette croissance, tout son programme pratique conduit aux guerres et aux épidémies. Tous les jours, le capitalisme élimine de nouvelles couches de l'humanité, il les élimine du marché, de la production et de la vie. La classe ouvrière et les masses du monde luttent avec toute leur intelligence et avec toute leur volonté pour affronter le système capitaliste et le destin de barbarie et de guerre que celui-ci propose à l'humanité. Lénine, Trotsky et les bolcheviques, comme une partie de cette lutte historique ont doté l'humanité d'un instrument irremplaçable: l'Etat ouvrier. Notre hommage et notre reconnaissance va aux bolcheviques pour cette contribution au progrès de l' histoire: l'Humanité suit ces enseignements et apprend de ces 77 années tout ce qu'il est nécessaire de faire, tout ce qu'il est nécessaire de corriger. Lénine encourageait les bolcheviques qui avaient peur de l'échec de la révolution en disant: " Si nous échouons, les masses du monde apprendront de ce que nous avons fait et demain elles feront beaucoup mieux que nous".

Les masses apprennent, apprennent et apprennent. En 77 ans, la classe ouvrière a fait des progrès gigantesques: Elle a construit des syndicats, des partis, des pays révolutionnaires et a contribué au progrès culturel et scientifique comme aucune classe ne l'a fait dans l'histoire. Tout en étant la classe qui ne domine pas la propriété, qui ne possède aucune richesse, elle doit conduire la transformation historique vers le socialisme, qui élimine la propriété, et développer la richesse la plus grande: les relations humaines. Un fait évident qui démontre la contribution de la classe ouvrière au progrès scientifique se voit dans l'investigation spatiale. Avec le recul de l'ex-URSS et l'abandon d'une partie importante du programme d'investigation du cosmos, l'impérialisme a également presque tout laissé tomber: L'impérialisme n'a aucun intérêt, il ne voit pas le moyen d' obtenir un profit immédiat, tout son intérêt antérieur était imposé par la concurrence sociale historique avec l'Etat ouvrier jusqu'en 1991. Pour l'Etat ouvrier, par contre cela ne représente aucun intérêt commercial, mais la nécessité d'une société qui lie son progrès intimement avec le progrès objectif de la science et de la culture.

LE CAPITALISME NE PARVIENT PAS A DETRUIRE LES ETATS OUVRIERS

Le capitalisme ne peut désarticuler les Etats ouvriers sans une contre-révolution complète. Il a fait beaucoup de dégâts mais il doit encore écraser les masses complètement. L'exemple de la ex-RDA est très démonstratif à cet égard: la bourgeoisie allemande a détruit tout l'appareil productif pour déforcer le poids de la classe ouvrière, elle a détruit la vie culturelle des principales villes pour empêcher les intellectuels et les artistes de se réunir. Malgré ce recul que la bourgeoisie a imposé, avec la complicité du capitalisme mondial, le parti des ex-communistes, le PDS de Igor Gysi a obtenu un très grand appui aux dernières élections. L'unification, comme nous l'avons dit à cette époque représente un véritable "cheval de Troie" pour la bourgeoisie allemande. On le voit déjà avec le résultat électoral et le programme du PDS, mais aussi avec le Syndicat IG Métal qui met en cause la gestion capitaliste en proposant la réduction du temps de travail avec le maintien du salaire et la programmation d'une partie importante de l'économie. La campagne de Kohl du style anticommuniste primaire, les tremblements de Clinton face à Cuba, exprimant qu'il ne peut pas la mettre en échec par le fait qu'elle a une direction plus liée aux masses et à l'objectif de la construction du socialisme, démontrent que le capitalisme ne peut résister à une nouvelle étape de coexistence, dans laquelle le régime de propriété privée accepte une comparaison pacifique avec le système de propriété étatisée.

La perspective de l' ex-URSS est la continuation des luttes politiques et l'instabilité actuelle. La classe ouvrière et le peuple soviétique sont intervenus de façon partielle et indirecte, les grèves dans les mines comme la dernière grève générale répondent à ces problèmes seulement partiellement. Elles s'expriment surtout dans le fait qu'il n'a pas été possible de démanteler complètement la structure de l'Etat ouvrier et qu'aucun mouvement social n'attend quelque chose de l'actuelle direction de Eltsine. Eltsine se maintient parce qu'il n'existe pas encore d'alternative importante. Il existe plusieurs partis communistes dans l' ex-URSS. Mais même quand ils expriment la volonté de reconstituer l'Union Soviétique, ils n'ont pas une grande autorité parce qu'ils viennent du vieil appareil bureaucratique et maintiennent des formes bureaucratiques de fonctionnement et de relation avec les masses. La camarilla de Eltsine se trouve isolée et désarticulée, il est le seul survivant de son équipe initiale. Le parti qu'il a formé a obtenu très peu de voix aux élections dans un système électoral dans lequel très peu de gens participent. Dans les dernières élections, moins de 40% des inscrits ont participé. Eltsine, de façon très faible, est obligé de réagir face à l'impérialisme qui souhaite une victoire complète contre l'URSS. Les provocations contre l'ex-URSS vont continuer par tous les moyens. Les partis de gauche, les directions syndicales doivent ouvrir une discussion pour réaliser un front mondial pour défendre les conquêtes des masses qui ont instauré un double pouvoir en créant l'URSS. L'hommage à la tâche de Lénine et des bolcheviques aujourd'hui est de reprendre à un niveau supérieur l'organisation de la lutte contre le pouvoir capitaliste.

Direction Internationale .

Le 7 Novembre 1994

L' INTERVENTION MILITAIRE RUSSE EN TCHETCHENIE

ou l' exaspération des camarillas bureaucratiques et mafieuses et l'échec de leur tentative de consolider leur pouvoir et détruire ce qui reste des structures de l' Etat ouvrier

Cette guerre se passe essentiellement entre camarillas bureaucratiques. Il s'agit d'un règlement de comptes entre la mafia la plus puissante du Kremlin et celle de Tchétchénie qui est allée trop loin dans la défense d'intérêts particuliers, locaux et claniques. Cette guerre n'a rien à voir avec l'auto-détermination des peuples: avec Doudaiev, il n'y avait et il n'y a aucune possibilité de développement démocratique, économique ou social de la population, et moins encore d'auto-détermination. La Tchétchénie a été, jusqu'à présent, la porte de sortie d'immenses richesses que la clique bureaucratique et mafieuse au pouvoir dans l'ex-URSS utilisait pour ses trafics illégaux et pour lesquels elle payait le droit de "péage". Des richesses énormes et de valeur stratégique ont été exportées à bas prix par l'intermédiaire des mafias tchétchènes, au point de mettre en péril la stabilité économique de toute la Russie.

Le compte en banque personnel de Gratchev (ministre de la Défense) à la Deutsche Bank (20 millions de dollars) n'est que la pointe d'un iceberg aux dimensions énormes, que la direction de Eltsine tente désespérément de cacher. Certains observateurs interprètent les bombardements de l'aviation russe contre certains centres bancaires et administratifs de Grosny, comme la tentative de faire disparaître des preuves compromettantes. C'est une probabilité, qui explique pourquoi il n'y eut aucune tentative sérieuse de trouver un accord politique. Il est bien connu que, deux ans plus tôt, Doudaiev recevait un grand appui politique et en armes d'Eltsine et de Gratchev. La camarilla dirigeante de la Russie n'avait pas d'autres moyens que cette guerre pour couvrir ses complicités.

On pourrait comparer la guerre de Eltsine contre Doudaiev à la guerre qe Staline livra contre les koulaks, après les avoir soutenus. A la différence que Staline était obligé, même avec des méthodes criminelles, de défendre une structure d'Etat ouvrier, tandis que la clique dirigeante actuelle ne défend que l'intérêt "national" de pillage, elle ne défend plus rien de la planification économique, du monopole du commerce extérieur, de la propriété collective des moyens de production. Elle n'utilise de Staline que les méthodes criminelles et l'intérêt national chauvin russe.

Il faut considérer aussi que l'impérialisme est intervenu dans ce processus, pour créer des difficultés et des divisions, comme en Yougoslavie. En fin de compte, c'est avec l'impérialisme que se fait le commerce et la Tchétchénie est riche en produits agricoles et industriels, en pétrole. L'impérialisme est toujours présent là où il y a une odeur de pétrole ou de minerais stratégiques. Il y a aussi la pression des pays musulmans réactionnaires, tels l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Afghanistan et une fonction impérialiste de seconde zone que la Turquie cherche à exercer dans cette zone.

La plupart des pays capitalistes ont critiqué très timidement Eltsine. Cela vient du fait qu'ils n'ont pas d'autre point d'apui que lui dans l'ex-URSS, même si certains journaux (comme The Economist) le tiennent pour liquidé. Ils n'ont pas d'alternative sûre et doivent donc continuer à tolérer Eltsine. Le capitalisme espérait que Eltsine avance plus rapidement dans la restauration capitaliste. Mais celui-ci n'en est pas capable. Il n'agit certes pas en défense de l'Etat ouvrier, mais il est obligé de freiner la droite pro-capitaliste. Cependant, il se trouve dans un état de paralysie avancé. Cette situation ne peut durer.

Nulle part en Russie, n'ont eu lieu des manifestations d'apui "patriotique" et de joie pour l'attaque contre la Tchétchénie, excepté les gesticulations de Jirinovsky et la propagande militaire à la télévision. Au contraire, il y a eu de nombreux mouvements contre la guerre, des désertions de soldats. Les mouvements communistes ont manifesté contre Eltsine et contre Doudaiev, appelant les soldats à désobéir aux ordres. Mais il n'y eut aucun mouvement non plus, appuyant "l'auto-détermination" de la Tchétchénie. Personne ne croyait dans l'honnêteté des propositions de Doudaiev et de sa bande.

Dans tous les territoires de l'ex-URSS, il y a une réaction contre une désintégration encore plus étendue de l'URSS. Mais ce problème est masqué par les intérêts réactionnaires des camarillas qui gouvernent. La population de Tchétchénie,- composée en grande partie de citoyens d'origine russe-, qui ne soutient pas le séparatisme du clan Doudaiev, s'oppose aussi à cette aventure militaire russe, complètement innécessaire pour résoudre les graves *Suite page 4*

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

33ème ANNEE - Mars 1995 - N° 399 - 20 francs

Périodique bi_mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles

Editorial

Pour un front de la gauche syndicale et politique pour contrer le nouveau plan d' austérité de la bourgeoisie

Les élections anticipées ne sont pas le résultat de calculs capricieux de De Haene en fonction de sondages favorables au CVP. Le capitalisme belge, ou ce qu'il en reste, a besoin de rester au niveau du capitalisme européen, et surtout allemand, et donc d'être à jour avec les normes exigées par le Traité de Maestricht pour aboutir en 1997 à la monnaie unique, pour rester surtout dans la lignée du mark allemand. Pour eux, le Plan Global, dont les travailleurs et d'autres importants secteurs de la population souffrent énormément, est déjà dépassé. Il leur faut plus et plus dans le chemin du démantèlement de la Sécurité Sociale, pour désengager entièrement le patronat de ses charges envers la Sécu. Il se trouve, à point nommé, des économistes distingués qui font des études pour les partis de la droite et légitimer une suppression des charges patronales vis-à-vis de la Sécurité Sociale, qui serait compensée par une hausse générale de la TVA. Ce genre de proposition convient en particulier au grand patronat exportateur. Il leur faut encore plus pour réduire le niveau des salaires et de vie en général. De Haene annonce de nouvelles propositions de réforme de l'index, qui ne sont que des camouflages pour aboutir à sa suppression pure et simple. Partout, le patronat s'oppose farouchement à toute réduction du temps de travail. Il n'y a pas une convention collective qui reprenne la réduction du temps de travail sans perte de salaires.

Pour élaborer un nouveau budget prenant en compte ces objectifs d'économie à atteindre pour l'Europe, le gouvernement De Haene, socialistes et sociaux-chrétiens en choeur, propose son sabordement et des élections avant l'été. Les socialistes ne sont que des otages dans cette politique! Ils ont collaboré au Plan Global, ils ont présidé à tout le processus de privatisations en cours. Et maintenant, paralysés par les attaques de corruption contre certains de leurs dirigeants, ils se préparent à avaliser un nouveau plan d'austérité, sans dire un mot.

Les problèmes de corruption des dirigeants socialistes affectent certainement les travailleurs et leur font perdre confiance dans le Parti. Mais c'est pire encore pour eux de constater que des dirigeants, même honnêtes personnellement, participent au gouvernement à tout prix, votent le Plan Global, se résignent aux privatisations des entreprises publiques et acceptent, déjà d'avance, qu'un nouveau plan global est inéluctable. Mais il en va de même pour tous les partis socialistes européens. Dans leur dernier congrès, les socialistes européens poursuivent dans la voie de Maestricht, en demandant seulement quelques aménagements, pour "une Europe sociale", toujours aussi vague et aussi lointaine. Les Comités d'entreprise européens sont le seul acquis du mouvement socialiste à cette échelle. Ils sont un instrument important pour pouvoir surveiller les activités des multinationales, en réunissant des délégués syndicaux de toutes les entreprises d'une société multinationale dispersées sur le continent européen. C'est

suite page 2

L' EMPIRISME DU REGIME CAPITALISTE ET LES BASES DE LA CONSTRUCTION DE L' ETAT OUVRIER
J.POSADAS

voir page 3

Le régionalisme et le fédéralisme affaiblissent la gauche

voir page 2

Le fédéralisme et le régionalisme affaiblissent la gauche

La politique en Belgique est empoisonnée depuis de nombreuses années par les problèmes linguistiques, par les pressions fédéralistes, régionalistes, voire séparatistes au sein même du mouvement ouvrier.

Plus d'une fois, les gouvernements Martens ou De Haene sont tombés ou ont failli tomber sur le problème des Fourons. Celui-ci est une démonstration de l'absurdité de ces conflits créés de toutes pièces par la bourgeoisie avec la constitution de la frontière linguistique en 1962. Les lois linguistiques ont placé autoritairement d'un côté ou de l'autre de cette frontière des régions où l'on parlait majoritairement l'autre langue. Pour quelles raisons a-t-on créé cette frontière linguistique, avec la volonté délibérée de créer le problème des Fourons? C'est une bonne opportunité pour dévier les préoccupations politiques et sociales de la population et obliger les gens à concentrer leurs énergies sur tous les problèmes qui découlent des conflits linguistiques et communautaires.

On en voit les effets dans le Parti Socialiste, où un homme comme José Happart a pu acquérir une telle importance, se permettre de faire du chantage pour avoir la place électorale qu'il voulait et déclarer, avec d'autres dirigeants socialistes devenus aussi régionalistes que lui, qu'il préfère un patron wallon à un travailleur flamand. Que reste-t-il encore d'idéal socialiste dans ces dirigeants! Pendant toute une période après la Grève de 60-61, une grande partie du mouvement ouvrier et syndical, derrière la tendance Renard, a revendiqué le fédéralisme comme un mot d'ordre progressiste. Quand la Wallonie aurait son autonomie, avec une majorité de gauche, les travailleurs seraient maîtres chez eux. Presque toutes les organisations politiques de gauche ont suivi cette voie, du MPW au PWT, au Parti Communiste, espérant que le fédéralisme permettrait d'avoir un gouvernement wallon de gauche, face à une Flandre considérée comme catholique et arriérée, face à des travailleurs flamands assimilés aux intérêts des entreprises capitalistes.

Certaines organisations de gauche se sont laissé tromper par ces mots d'ordre de fédéralisme qui ont conduit à une impasse totale: le comble s'est exprimé au moment du vote sur la Réforme de l'Etat, auquel les partis socialistes et les Ecolos ont donné leur caution.

L'existence de deux partis socialistes affaiblit considérablement la représentation politique des travailleurs de ce pays. Les partis socialistes ont perdu la notion de classe des travailleurs, ils défendent des intérêts très éloignés de ceux de la classe ouvrière de ce pays. Comment soutenir, comme l'a fait récemment Tobback, que la défense de la Sécurité Sociale n'est pas la même en Flandre et en Wallonie? Même au sein de la Wallonie, les intérêts régionalistes de nombreux dirigeants socialistes priment sur tout le reste. On a vu les conflits déchirant les socialistes carolos et liégeois à propos des bassins sidérurgiques! Les mobilisations et les expériences des travailleurs depuis les années 70 ont mis en évidence que cette revendication du fédéralisme n'a pas servi la gauche mais a servi à dévier les préoccupations des travailleurs sur des voies de garage. Mais les organisations qui ont défendu ce mot d'ordre dans le passé, n'en parlent plus, ne tirent aucune conclusion de leurs errements fédéralistes.

Heureusement, les organisations syndicales ne se sont pas divisées. Il est fondamental de défendre l'unification des travailleurs wallons et flamands comme un principe de base, au même titre que la défense des acquis sociaux, tels que lindexation des salaires. Cette unification est la force principale du mouvement ouvrier. La grève générale nationale du 26 novembre 94 contre la politique du gouvernement De Haene en a été un bel exemple.

Pour un front de la gauche syndicale et politique pour contrer le nouveau plan d' austérité de la bourgeoisie

suite de la page 1

indiscutable. Mais on est loin d'un programme commun pour le mouvement socialiste d'Europe face au chômage, face à la pauvreté croissante, face à l'anarchie de l'économie capitaliste et des lois du marché.

C'est la mobilisation de la classe ouvrière et des syndicats qui a, en partie, arrêté ou contenu cette offensive générale du capitalisme contre le niveau de vie et les conquêtes sociales. Les socialistes, en participant au gouvernement De Haene, n'ont rien arrêté du tout. Les mesures à l'encontre des services publics, de la SNCB, ou la RTBF ont été suspendues ou réduites grâce à la résistance syndicale. Il a fallu la menace de la grève générale des cheminots pour ajourner le sinistre plan de rationalisation dans les chemins de fer, qui visait fondamentalement, à faire payer par les travailleurs de la SNCB et par l'ensemble de la population qui a besoin du train pour circuler et travailler, le prix de la construction du TGV, la politique destinée à donner la priorité au transport par route et la cession de secteurs entiers du service public à des entreprises privées.

Et maintenant, la grève générale et nationale du secteur textile est le dernier recours des travailleurs pour obtenir en pratique des emplois nouveaux en imposant la pré-pension à 55 ans. En Allemagne, malgré un gouvernement de droite, les métallos ont imposé la semaine de 35 heures et une augmentation de salaires de 5%. L'expérience la plus importante de cette période vient surtout d'Italie: le gouvernement de Berlusconi, qui était déjà présenté par beaucoup de gens de gauche comme l'expression d'un raz-de-marée fasciste, a été mis en échec au bout de 8 mois d'existence par les millions de gens dans la rue qui ont rejeté le projet de loi de réforme des pensions. La participation au gouvernement n'est pas nécessaire à tout prix. Pour défendre l'intégrité de la sécurité sociale, pour défendre le niveau de vie des travailleurs, pour défendre l'indexation des salaires, pour développer un réel plan économique permettant de créer du travail pour tous, pour imposer la semaine de 32 heures sans perte de salaire, il faut préparer une nouvelle majorité, une majorité de gauche, avec la base social-chrétienne, avec les écolos, avec tous les groupes à gauche du Parti Socialiste et, essentiellement, en s'apuyant sur l mouvement syndical.

Le mouvement syndical peut prendre l'initiative de proposer un nouveau pacte avec les Partis Socialistes: aucun soutien électoral au PS-SP s'il ne s'engage pas, devant les travailleurs, à lutter contre tout nouveau programme d'austérité, pour la défense des services publics etc.... Le Parti Socialiste doit rendre des comptes à sa propre base et aux travailleurs qui ont voté pour lui. Il faut exiger que des assemblées se tiennent dans tout le pays, pour discuter tous ces problèmes.Il faut nettoyer le Parti de tous les corrompus, et faire en sorte que les comptes du mouvement socialiste et de tous ses cadres soient complètement transparents. Une nouvelle période de campagne électorale s'ouvre maintenant. Mais les travailleurs n'attendent pas des élections une solution à leurs problèmes.

L' EMPIRISME DU REGIME CAPITALISTE ET LES BASES DE LA CONSTRUCTION DE L' ETAT OUVRIER

extrait du texte de J.POSADAS: " La construction de l'Etat ouvrier et de l'Etat ouvrier au socialisme"

Septembre 1968

On ne peut construire une société nouvelle sans comprendre scientifiquement quelles mesures économiques, sociales ou politiques il faut prendre, comment doivent se combiner la production et le développement social, et que l'intervention de la population est une vitale nécessité.

Le capitalisme s'est construit empiriquement, il s'est organisé en fonction de l'intérêt privé. C'est ainsi qu'est apparu l'Etat. La propriété privée s'est développée jusqu'à arriver à l'étape de la formation de l'Etat. Celui-ci était l'organe de regroupement et d'administration des intérêts capitalistes, contre le reste de la population. Il servait à équilibrer la concurrence entre les différents maîtres du capital. Le capitalisme s'est développé au travers de la libre concurrence. A ses débuts, tout était permis parce qu'il y avait un champ libre dans le monde pour reproduire le capital. De la libre concurrence, on est passé au monopole, du monopole aux cartesl, aux trusts, aux holdings, qui sont des formes d'expression de la concentration du capital et de la production et de la domination des hautes sphères financières.

L'accumulation du capital se fait toujours plus rapide et plus concentrée et détermine le cycle de production. Pour mobiliser et développer l'industrie, il faut une grande quantité de capitaux qu'elle-même ne possède pas. Ce sont donc les hauts cercles financiers qui dominent et non les industriels. Le capital financier se constitue à partir de l'industrie et domine toute l'économie. Les banques, les compagnies d'assurance, de crédit, sont les secteurs qui déterminent où vont les capitaux.

L'Etat exerce une fonction fondamentale et dépend de plus en plus du capital financier, non seulement parce que les cercles financiers possèdent l'argent nécessaire pour investir et font circuler les capitaux, mais encore parce que la structure économique des grands pays dépend de la grande industrie et du capital financier. La sidérurgie, l'industrie pétrolière et pétrochimique, l'industrie automobile sont les secteurs de pointe de l'économie et absorbent la plus grande masse des capitaux. Même s'ils n'occupent pas la majorité des ouvriers, ils représentent la plus grande masse des capitaux et sont les centres décisifs de toute l'économie sur le plan national et mondial. les finances, l'économie, la production, la culture, les sciences, l'art, la médecine, toutes les sources d'inspiration et d'orientation sont déterminées et dominées par les besoins du système capitaliste et, principalement, des hautes finances. Ce secteur se heurte à tous les autres, bien que tous les secteurs capitalistes soient unis par leur intérêt de classe, par leur structure objective,pour la défense de l'Etat capitaliste, pour leur défense commune contre les Etats ouvriers et la révolution. Mais en même temps, la concurrence inter-capitaliste s'intensifie. les autres secteurs sentent que les lois, la politique, l'armée, l'orientation des budgets, les dépenses des gouvernements sont au service des plus hauts cercles. La lutte pour qui domine l'apareil d'Etat s'aiguise.

Parfois, les secteurs des hautes finances et de l'industrie ne disposent pas du pouvoir politique pour exercer leur domination. A d'autres moments, les hauts cercles financiers mobilisent les cercles politiques pour les soutenir, comme du temps de Roosevelt ou de Kennedy. Tous deux ont mené une politique qui ne profitait pas immédiatement aux cercles financiers, mais qui visait, à plus long terme, à renforcer le système capitaliste. Roosevelt avait beaucoup plus de possibilités de manoeuvres que Kennedy. Cette lutte entre les cercles capitalistes semble une comédie, mais c'est une lutte bien réelle, comme l'a montré l'assassinat de Kennedy.

Dans cette lutte agressive et furieuse, s'expriment les differences de conception, de pensée, de jugement, de capacité, pour défendre les intérêts du capitalisme. La lutte ne reflète pas leur concurrence économique interne, mais les divergences sur la manière de défendre le capitalisme. Le seul fait d'en arriver là exprime l'agonie du capitalisme, comme Trotsky le définissait en 1938. Ils n'essaient plus de lutter, de discuter pour l'expansion du capitalisme, mais sont, au contraire, obligés de se réduire, de se concentrer et de se disputer sur la manière de préserver le système capitaliste.

Cependant, le capitalisme maintient une unité complète face à la révolution mondiale. Il a ses écrivains qui organisent la pensée bourgeoise, il a des dizaines d'organismes qui diffusent ses idéaux, la culture, la science, la technique, le cinéma, l'art, la radio et la TV, le théâtre, c'est-à-dire qui défendent tout simplement le système. Mais comme celui-ci ne parvient pas à se faire accepter par la population qui comprend l'illégitimité des intérêts capitalistes, il se prépare à la guerre atomique, tout en développant ses arguments, ses campagnes, ses comités pour la paix, ses alliances pour le progrès. Toute sa crise interne, son pessimisme, voire même son défaitisme, ne l'empêchent pas de voir que le règlement final des comptes sera atomique. Il concentre toutes ses forces mondiales dans cette décision. Mais la révolution avance plus qu'eux et met constamment en échec les préparatifs et les alliances des capitalistes. Le capitalisme est donc obligé de reculer, alors que son existence reste réglée et déterminée par un centre fondamental: l'intérêt du fonctionnement de son système.

Le capitalisme, poussé par le besoin vital de se reproduire, d'acumuler et d'investir les capitaux, est obligé de se concentrer, il acceroît sa puissance financière et militaire, mais il perd en même temps sa base et son autorité sociales. Il perd constamment de ses capacités, parce que les cercles bourgeois et petits-bourgeois capitalistes se rétrécissent de plus en plus. La concentration du capital entraîne une augmentation du pouvoir financier, économique, mais aussi une diminution du pouvoir social. La légitimité historique d'un régime s'exprime par sa supériorité économique sur les régimes antérieurs. Mais il ne peut se soutenir, si sa cette supériorité économique n'est pas accompagnée et affirmée par des relations sociales supérieures. Ces relations sociales se retournent contre l'appareil de production économique.

Trois éléments sont indispensables à la construction de l'Etat ouvrier: la propriété étatisée, la planification de la production et le monopole du commerce extérieur. Ceux-ci permettent d'éliminer les sources essentielles de l'empirisme capitaliste: la libre concurrence, la liberté du marché, l'influence capitaliste sur l'économie sociale. Cela peut se faire dans n'importe quel pays où le prolétariat prend le pouvoir. Mais il faut tenir compte, pendant toute une période, qu'il existe encore une dispute pour la distribution du revenu.

La production ne résulte pas seulement de la planification des instruments de production, des machines ou de la technique. La production progresse en fonction de l'intérêt social pour la développer. L'intérêt communiste s'appuie sur le fonctionnement collectif de la société. La planification et le fonctionnement collectifs sont la source d'inspiration de ces intérêts. Le niveau de production s'élève en même temps que le niveau des relations sociales tend vers une plus grande confiance et harmonie. C'est alors que la conscience remplace la soumission à l'économie, même si cette dépendance n'est pas encore entièrement éliminée.

La condition essentielle pour passer du capitalisme à l'Etat ouvrier et de l'Etat ouvrier au socialisme est le fonctionnement de toute la population, sa possibilité d'intervenir pour administrer ses propres intérêts. L'intérêt des masses pour l'Etat ouvrier ne consiste pas seulement dans la distribution des salaires, mais aussi dans la construction des organes d'intervention, dans la réalisation de plans et de mesures pour le progrès général. Le capitalisme n'a pas eu et n'a pas besoin de la participation des masses pour se développer. Il le fait au moyen de l'initiative privée et de la concurrence. C'est pourquoi le progrès capitaliste est très limité.

La construction de l'Etat ouvrier se base sur la structuration des organes de pouvoir économiques et sur des organes de fonctionnement de la société. L'instauration du pouvoir de l'Etat ouvrier signifie l'étatisation des moyens de production les plus importants. Le capitalisme ne peut pas faire cette planification parce que chaque capitaliste est intéressé à ses biens et ses profits particuliers. Dans l'Etat ouvrier, la structure étatisée permet de planifier la production, et le monopole du commerce extérieur permet à cette planification d'être une source d'impulsion du développement social, économique et politique de toute la société, tout en lui donnant aussi les moyens de concurrencer le système capitaliste de la façon la plus concentrée.

La société socialiste élimine les différences sociales, et pas seulement les différences économiques. Le fonctionnement de l'Etat ouvrier doit conduire au développement des relations sociales qui, même sans forces économiques suffisantes pour satisfaire tous les besoins, montrent la possibilité d'zentrer dans une nouvelle phase des relations fraternelles socialistes, où la raison élimine l'intérêt privé, où l'on considère la société, les individus, les organismes, en fonction de la conscience et non en fonction de l'intérêt privé. L'intervention des masses dans la structure et le fonctionnement de l'économie leur permet de comprendre, d'apprendre, d'élever rapidement leur capacité de diriger l'économie, d'avoir confiance les uns dans les autres en fonction des intérêts communs.

Le prolétariat n'est pas accoutumé à l'exercice du pouvoir. Il a connu des expériences très limitées dans l'histoire, comme la Commune de Paris. Marx et Engels en ont précisé les défauts et les failles et ont concentré leurs conclusions dans les principes fondamentaux qui furent la base du triomphe de la Révolution Russe. Une fois le pouvoir pris, il faut détruire la structure, l'apareil sur lequel s'apuyait le pouvoir des classes dominantes: l'armée, le parlement, la justice, la finance, la politique. Il faut détruire ce vieil appareil et en construire un nouveau. C'est la première conclusion: il faut, avant tout, dissoudre l'apareil de répression, l'armée et la police, et le remplacer par un appareil qui va réprimer la contre-révolution et, en

suite page 4

L' INTERVENTION MILITAIRE RUSSE EN TCHETCHENIE

ou l' exaspération des camarillas bureaucratiques et mafieuses et l' échec de leur tentative de consolider leur pouvoir et de détruire ce qui reste des structures de l' Etat ouvrier.

problèmes économiques et sociaux. Ceci donne un avantage aux milices de Doudaiev, un semblant de consensus. Mais on voit aussi qu'il ne s'agit pas d'une "guerre populaire" contre les Russes. Des types comme Doudaiev (tout comme des Gamsakourdia ou Chevarnadze en Géorgie), n'ont joui d'aucun appui des masses. Ils ont fait partie de la haute bureaucratie soviétique, ils ont participé à la désintégration de l'Etat ouvrier, pour s'en approprier les restes. Aucun d'entre eux n'a apporté une idée de progrès social, politique ou intellectuel.

Cette intervention d'une partie de l'armée russe est réactionnaire. Même si elle frappe un secteur bureaucratique mafieux, elle porte des coups encore plus importants contre la conscience et la volonté d'union des peuples de l'ex-Union Soviétique. Elle pousse l'armée à exercer une fonction de gendarme, d'assassin de civils. Le gouvernement a eu recours à des mercenaires pour ce genre d'actions, à un corps spécialisé, du même genre que celui qui avait fait l'assaut du Parlement à Moscou. C'est pour cela que l'armée a douté, qu'il y a eu des divergences, des démissions, des affrontements ouverts. Mais la guerre est loin d'être terminée. L'armée a été engagée dans une action qui est une violation de l'objectif pour lequel l'Armée Rouge a été créée: la défense de l'Etat ouvrier. Cela suffit déjà à expliquer le manque de motivation, d'intérêt, les erreurs grossières commises dans les premières attaques, qu'aucune armée ne pourrait commettre.

La question de "nationalités" n'existe pas. L'exacerbation du nationalisme n'a pas réussi à provoquer affrontements et haines. Les cliques bureaucratiques l'ont utilisé comme un instrument essentiel pour justifier la désintégration de l'URSS, mais elles ne peuvent continuer. Même au milieu de cette sale guerre, il n'y a pas eu d'affrontements entre les populations russe et tchétchène à Groszny ni ailleurs, tous ont critiqué les bombardements aveugles contre les populations civiles. Les masses de l'ex-URSS, qui avaient voté à une forte majorité pour le maintien de l'URSS, sont opposées à ces affrontements, à cette arrogance militaire. Mais maintenant, elles n'ont plus d'instrument pour exprimer leurs réactions, leur volonté de défendre l'union des républiques soviétiques.

Dans tous les pays ayant une structure d'Etat ouvrier, existe la tendance à remettre les partis communistes ou ex-communistes au gouvernement: en Bulgarie, en Hongrie, en Tchéquie, en Slovaquie, dans plusieurs républiques de l'ex-URSS. Ce processus ne renverse pas encore le cours de désintégration des structures de l'Etat ouvrier, mais il le freine et l'entrave de façon importante. De profonds dommages ont été causés à l'Etat ouvrier soviétique: privatisations, accumulation de capital (on estime à près de 70 milliards de dollars les capitaux russes mafieux circulant sur le marché mondial).

Le capital financier et industriel russe se fait chaque jour plus agressif, les lobbies privés augmentent leur pouvoir. Mais par ailleurs, de nombreuses structures de l'Etat ouvrier restent presque intactes et permettent aux masses de continuer à subsister. La bureaucratie n'a pas encore pu proclamer sa complète transformation en une nouvelle classe bourgeoise ni la défaite du prolétariat. Il y a un processus dialectique, entre la négation de l'Etat ouvrier d'une part et, de l'autre, sa défense et récupération. Ce processus est mondial, la lutte des classes mondiale continue et freine la restauration du pouvoir capitaliste. En Italie par exemple, un gouvernement de droite, gagnant par les urnes, est mis en brèche 7 mois plus tard par de gigantesques manifestations et grèves ouvrières.

Le capitalisme n'a pas les mains libres pour porter le coup final comme il le souhaitait. Le fait de ne pas vouloir appuyer plus profondément Eltsine en Russie l'indique. Le capitalisme a peur que la Russie devienne une puissance capitaliste qui lui fasse concurrence. Mais en n'appuyant pas Eltsine à fond, le système capitaliste n'est pas sûr non plus que la restauration capitaliste puisse triompher en Russie. Un fantôme hante le sommeil des capitalistes: celui d'une "restauration communiste"!

De toutes manières, la guerre en Tchétchénie met à nu le véritable caractère du gouvernement d'Eltsine et de sa clique, sa totale incapacité à donner des réponses de progrès. Il a atteint un degré avancé de décomposition si, au milieu de la profonde crise que connaît l'ex-URSS, il se consacre à tuer une petite "république", sans chercher d'accord ou de programmation en commun. Les masses ne veulent rien savoir de cette guerre. Elles sont déjà exaspérées par le chômage, les conflits mafieux, la catastrophe économique. Les mineurs préparent une nouvelle grève générale. Tout ce processus va mener à une réaction sociale explosive.

Il faut poser clairement aussi que le séparatisme soutenu par Doudaiev et ses milices est inaccepatble et n'a rien à voir avec une revendication d'autodétermination populaire. Le rétablissement de l'Union des Républiques Soviétiques est la seule issue de progrès. Mais il faut défendre cette union comme le faisaient les Bolchéviques, Lénine et Trotsky: une adhésion volontaire à un projet socialiste, d'intérêt commun, avec l'intervention soviétique des masses, comme axe fondamental de construction de la solidarité entre les peuples. Il faut rejeter l'intervention militaire sous cette forme. Les soldats, les ouvriers et les paysans doivent discuter quand et comment intervenir pour empêcher le séparatisme, la désintégration et, surtout, pour combattre les mafias et les appareils bureaucratiques responsables de ces idées de séparatisme et de ségrégation. Ces appareils finissent toujours par tomber aux mains de l'impérialisme et engendrent la misère comme on le voit aujourd'hui avec la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie. Il faut mener une discussion sur ces problèmes dans toutes les républiques de l'ex-URSS.

Le 4 Février 1995

Le bureau International
de la IV[ème] Internationale Posadiste

A Moscou, des militants communistes brûlent symboliquement le décret de Boris Eltsine ordonnant l'entrée des troupes russes en Tchétchénie

L' empirisme du régime capitaliste et les bases de la construction de l'Etat ouvrier

J.POSADAS

suite de la page 3

mùême temps, défendre et continuer le régime de propriété étatisée. Il faut éliminer l'exercice professionnel du pouvoir, soumettre l'organe de pouvoir au contrôle permanent de la base et de la classe prolétarienne, qui est celle qui peut juger, résoudre, prendre des mesures de changements quand l'apareil ne répond pas aux intérêts économiques ou politiques des masses exploitées.

Dans l'Etat ouvrier, l'Etat ne doit pas se charger d'établir l'ordre ou de régler les disputes pour des intérêts économiques, car il n'y a plus de propriété privée. L'Etat n'a aucun besoin de réprimer, car il s'appuie sur la volonté consciente des masses. Il n'a pas besoin de légiférer, de types qui travaillent à l'établissement des lois, car celles-ci viennent de la pesnée exprimée par la population. La source d'inspiration des idées, des principes, des résolutions se trouve dans la discussion de chaque secteur de la société représenté dans les soviets. Cette forme de fonctionnement permet le contrôle, l'échange et l'aplication des idées. La révocabilité des mandats permet de changer un délégué quand celui-ci ne représente pas la volonté de ceux qui l'ont désigné.

Le progrès vers le socialisme n'est pas uniforme et ne se fait pas d'un seul coup. C'est un processus constant, permanent, qui s'élève en fonction des possibilités et, avant tout, en fonction de l'existence d'organismes permettant aux masses d'exercer cette fonction du pouvoir, de niveler les sentiments, de collectiviser les relations, d'élever la confiance communiste. La société socialiste, à la différence de l'Etat ouvrier, a donc les bases économiques suffisantes pour se nourrir, se développer selon la conscience collective, et non selon les besoins économiques; elle supprime les organes de répression, d'exécution, d'administration et les remplace par des organes de direction naturelle. Cette société connaît une fusion des sentiments collectifs communistes qui permet une compréhension réciproque de la façon la plus naturelle.

POUR LE PROGRES DE LA POPULATION, L'EUROPE DOIT S'UNIFIER SUR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALISTES.

Il y a quelques semaines,la session du Parlement Européen se tenant à Bruxelles pour une réunion très significative de la fonction que le capitalisme donne à cet organisme: la réunion du G7 avec les grands patrons du monde relative aux"autoroutes de l' information". Les médias et les gouvernements parlent déjà d' une "nouvelle révolution technologique" aussi importante que la première révolution industrielle du siècle passé. On y trouve des représentants de l'Union Européenne, des Etats Unis, et du Japon, ainsi que les grandes multinationales, pour établir des règles de concurrence mondiale, des modes de comptabilité entre les systèmes informatiques, et assurer la liberté absolue du marché et la domination absolue de la propriété privée sur ces nouvelles technologies et sources de profits pour le grand capital.

On peut voir là au grand jour, la soumission des intérêts des Etats européens, qui devraient représenter les intérêts de toutes les populations européennes, à la dictature du grand capital mondial. Sur ce terrain, comme sur les autres, les Etats européens sont invités à accélérer les processus de privatisations des télécommunications et les grands patrons du monde déclarent que leurs plans vont permettre automatiquement le bien-être général et de nombreux emplois nouveaux.

Cependant, même dans ce cénacle très sélectif, s' élèvent quelques voix discordantes de pays invités. Le délégué d' Afrique du Sud (non pas un blanc mais un noir!) réclame que la grande majorité de l' humanité ne va tirer aucun bénéfice de cette soi-disant révolution, alors qu' une personne sur dix n' a pas de téléphone sur cette planète! Mais en dehors de cela, les seuls réticences timides qui se sont exprimées sont venues de dirigeants sociaux-démocrates qui ont peur d' un écrasement de l' Europe face aux Etats Unis et d' une perte d' identité culturelle si les moyens audiovisuels tombent totalement entre des mains privées.

Cette réunion est un symbole de la direction que prend l' Europe,avec la subsistence de la domination capitaliste. Après la signature du Traité de Maastricht et le Libre Blanc de Delors, en tant que président de la Commission Européenne, la crise du système capitaliste mondial n' a pas cessé de s' aggraver. La soi-disant reprise de la croissance annoncée en 1994 ets l' occasion de nouvelles concentrations et restructurations des entreprises capitalistes en Europe de l'Ouest,combinées aux vols qu' elles ont pu exercer dans les pays socialistes d' Europe, particulièrement en ex-RDA, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Pologne. Dans la sidérurgie européenne par exemple, les restructurations se sont accéléées, créant un gaspillage gigantesque en plus des subsides alloués par les Etats. En Italie, pour appliquer les normes européennes, les aciéries de Bagnoli à Naples, à peine reconstruites et modernisées, ont dû fermer. En Belgique, Cockerill Sambre a réduit de moitié les postes de travail, mais achète une usine entière en ex RDA à Ekostalh avec les subsides de l' Etat belge.

En aucun cas, l' augmentation de la production de richesse- qui selon le Livre Blanc s' est accrue dans les dernières vingt années de 80% n' a signifié un accroissement du bien-être pour la grande majorité, ni un accroissement de l' emploi qui, selon le même Livre Blanc, se serait accru de 9% en vingt ans. Au contraire, dans tous les pays d' Europe capitaliste, la pauvreté a augmenté, et les gouvernements-composés de socialistes ou non- ont tous appliqués les mêmes consignes de Maastricht: réduire le déficit de l' Etat aux dépens des services destinés à la population, réduire les salaires, attaquer toutes les conquêtes sociales des masses, développer sur une échelle énorme la dérèglementation du travail, la soi-disant flexibilité.

Tout cela se révèle encore insuffisant pour le capitalisme. Tous les gouvernements européens -même sociaux-démocrates- se préparent à de nouveaux plans d' austérité. Ils appellent ceux-ci, plans d' ajustement pour parvenir en 1997 à la monnaie unique européenne. Cette monnaie unique devrait assurer la domination du capitalisme allemand sur le reste des pays européens et prendre le deutsche mark comme modèle. Les réajustements qui doivent faire tous les autres pays européens, et particulièrement les plus faibles comme l' Espagne, la Grèce, l' Italie et la Belgique, sont catastrophiques pour la majorité des populations. En Allemagne, même la classe ouvrière n' accepte pas de payer le coût des réajustements monétaires. La grève des métallurgistes pour 6% d' augmentation de salaires est très importante pour toute l' Europe, aussi bien que la revendication des 35 heures et l' égalité entre les travailleurs de la RFA et de la RDA.

Les dirigeants sociaux-démocrates se sont embarqués dans cette crise du capitalisme. Ils ont cru pouvoir dépasser la société capitaliste, peu à peu, réforme après réforme. Le Traité de Maastricht et ses nouvelles implications signifie des coups à ces illusions. C' est la raison pour laquelle, certains courants à l' intérieur de ces partis socialistes recommencent à rappeler la vivacité du marxisme, l' existence de la lutte des classes, à rappeler que le capitalisme est mondial et que c' est un système condamné aux contradictions les plus explosives, aux guerres, qu' elles soient financières, commerciales, ou militaires:

L' échec est identique pour la politique de Clinton aux Etats Unis, non à cause du fait que les Démocrates aient perdu les élections, mais

Suite page 2

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

33ème ANNEE - Juin 1995 - N° 400 - 20 francs

Périodique bi_mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs 1040 Bruxelles
CCP de Lutte ouvrière: 000.0976234.26

Les élections, la lutte des classes et l'organisation du courant anticapitaliste.

Editorial

Les congrès "express" du P.S. et du S.P. ont voté à la quasi unanimité pour soutenir la politique de participation au nouveau gouvernement De Haene. les dirigeants socialistes s'enferment dans la politique du moindre mal en espérant, de cette façon, pouvoir réduire les effets de la crise capitaliste sur la majorité de la population. Mais l'inventaire de mesures qui tient lieu de déclaration gouvernementale contient le moindre mal et aussi le pire. On y trouve de bonnes intentions pour la relance de l'emploi, pour le maintien de la Sécurité Sociale, pour la justice sociale, mais entre deux voeux pieux, on annonce de nouvelles mesures d'austérité, qui n'osent pas s'appeler nouveau Plan global: trouver 100 millions d'économies dans la Sécurité Sociale, réduire les charges patronales, augmenter la flexibilité des conditions de travail, sabrer dans l'enseignement, renouveler les cotisations de solidarité de toute espèce parmi les salariés et les pensionnés. Ainsi, le nouveau gouvernement De Haene ne pourra faire autre chose que la politique dont le capitalisme belge a besoin pour se maintenir dans la course au profit à échelle européenne et mondiale.

Dans les élections de juin, les travailleurs ont continué à voter massivement socialiste, sans se faire d'illusions sur les faiblesses de leur direction. Leur volonté de faire bloc face aux offensives des partis libéraux, des medias, de l'extrême droite contre les organisations ouvrières, parti et syndicats, n'est pas un chèque en blanc pour les dirigeants du PS-SP ou de la FGTB. Cette volonté va s'exprimer aussi dans les prochaines luttes sociales.

Le faible résultat des "petites" listes à la gauche du PS (que ce soit Gauches Unies, le Parti Communiste, le PTB) ne peut pas être considéré comme un échec des idées anti-capitalistes ou comme une expression de l'état arriéré des masses exploitées en Belgique, comme le pensent beaucoup de ces camarades. Il faut, au contraire, valoriser le fait que la classe ouvrière a voulu rester concentrée dans ces élections. Ce qui est mis en échec, c'est l'idée que l'on peut représenter l'alternative de gauche au Parti Socialiste, sans programme, sans gagner la confiance des travailleurs et sans compter avec les militants syndicaux et socialistes qui veulent impulser une autre politique que celle de leurs dirigeants. Tous ceux qui ont voté socialiste savent très bien que leurs dirigeants n'ont pas la décision, la volonté politique de lutter pour une transformation socialiste de la Belgique. Mais il ne suffit pas de leur crier que le PS est un parti pourri pour qu'ils abandonnent un instrument construit pendant des dizaines d'années de combats. La crise qui a conduit au démantèlement du camp socialiste et de l'Union Soviétique principalement, a aussi beaucoup d'effets pour rendre plus difficile l'organisation d'un mouvement communiste. Elle a provoqué un désarroi parmi les militants, dans l'avant-garde des travailleurs. Les dirigeants sociaux-démocrates ont encore augmenté leur crainte de changer la société et leur fatalisme devant les lois du capitalisme. Mais la classe ouvrière, en Belgique comme dans toute l'Europe ne s'est pas laissé démoraliser par cette situation. C'est ce que montrent ces récentes élections. Il en est de même en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne, dans les pays de l'Est, où le mouvement ouvrier ne se laisse pas démanteler sous les coups de la bourgeoisie.La conquête des métallurgistes allemands est très importante et doit être prise en considération dans tout le mouvement syndical européen. Les sidérurgistes allemands ont obtenu les 35 heures de travail hebdomadaire répartis

Le Régionalisme, la lutte de classes, le développement historique de l'Espagne et le socialisme
JPOSADAS-Le 7 Mars 1978

voir page 3

MANIFESTE DU PREMIER MAI 1995

(encarté dans le journal)

La crise de la sociale-démocratie en Europe

voir page 4

POUR LE PROGRES DE LA POPULATION, L'EUROPE DOIT S'UNIFIER SUR UN PROGRAMME DE TRANSFORMATIONS SOCIALISTES.

suite de la page 1

parcequ' ils n' ont pu réaliser la plus infime partie du programme de réformes posé par Clinton à son arrivée à la présidence. Le capitalisme ne peut supporter cela aux Etats Unis, ni même en Europe et dans le reste du monde.bien qu' ayant gagné les élections dans tous les pays de l' Union Européenne, la social-démocratie n' a plus de pouvoir parcequ' elle a peur d' affronter le pouvoir réel qui est celui du capital et de la propriété privée. Nous revenons aussi à la constatation fondamentale de la pensée marxiste: la société est divisée en classes, et c' est la lutte des classes qui détermine les changements sociaux. Le capitalisme arrive au bord de l' asphyxie et continue à se manger lui-même.

Depuis 1989, les dirigeants de la bourgeoisie en Europe ont cru avoir les mains libres pour s' étendre et éliminer toutes les conquêtes sociales des masses, mais aussi pour démanteler leurs organisations et avoir recours aux tentatives fascistes pour écraser la résistance de la population. Ceci a été très clair en Italie avec la "vague" Berlusconi et son arrivée au gouvernement avec les partis fascistes. En huit mois, cette tentative s' est écroulée grâce aux mobilisations des masses italiennes! Cette expérience est très importante pour toute la gauche européenne. Avec la montée de Berlusconi, beaucoup de partis de gauche voyaient déjà le triomphe du fascisme. Mais ce gouvernement de Berlusconi a été réellement une tentative brutale pour écraser la classe ouvrière, éliminer les conquêtes de la population, comme le droit à la retraite, l' allocation de chômage, procéder à la privatisation de l' enseignement et détruire les Syndicats. La classe ouvrière, à partir des comités d' usines, en entraîné les syndicats et des millions de gens à manifester dans toute l' Italie, éliminant l' arrogance fasciste et le gouvernement de Berlusconi. Le comprtement objectif et l' assurance de la classe ouvrière en Europe représentent l' autre expérience très importante pour la gauche: il n' existe aucune perspective pour un triomphe du fascisme à cette époque.

Le problème fondamental qui se pose est celui de l' unification de la classe ouvrière, des partis de gauche et des syndicats dans toute l' Europe, et du programme pour pouvoir répondre aux besoins de la population en Europe et dans le monde. La réunion du G7 sur les "autoroutes de l' information" met en évidence d' un côté, la capacité technique immense de l' humanité, et de l' autre l' incapacité brutale du régime capitaliste à faire bénéficier le genre humain de ces progrès scientifiques et techniques.

Il faut rediscuter l' expérience des Etats ouvriers, l' importance de l' étatisation des moyens de production et d' échange, de la planification de l'économie, du contrôle de l' Etat sur le commerce extérieur. De nombreux secteurs de la gauche -inclus les partis communistes- remettent en question le principe de l' économie étatisée et planifiée parcequ' ils concluent que la chute de l' URSS et des Etats ouvriers en est la conséquence. C' est pour cela, que sous différentes formes, ils pensent que l' adaptation à l' économie de marché ou à des formes d' économie mixte, moitié publique moitié privée, est légitime, comme le pratiquent les partis de gauche et les communistes qui sont revenus au gouvernement en Bulgarie, en Slovaquie, en Hongrie ou en Pologne. Ce qui a mené l' URSS et les autres Etats ouvriers à la crise est l' usage privé de l' économie étatisée ppar les couches dirigeantes bureaucratiques, l' appropriation du pouvoir soviétique à la place de la classe ouvrière,et le manque d' une direction révolutionnaire continuant l' oeuvre des Bolchéviques et l' étendant au monde entier.

Il faut non seulement défendre les services publics qui subsistent encore dans les pays de l' Union Européenne, mais les étendre, les généraliser aux secteurs mrincipaux de l' économie: les sources d' énergie et sa production, les moyens de transports et les communications, l' industrie de base et l' industrie agro-alimentaire, pharmaceutique et chimique, l' organisation des services comme la poste, la santé, la construction de logements, et l' enseignement. Tous les travaux dans cette perspective deviennent "socialement utiles" parce que tout ce qu' on extrait de la terre, tout ce qu' on produit, fait partie d' une économie au service de la population.

La bourgeoisie présente la gestion de l' économie comme une chose extrêment compliquée, qui nécessite des études et des spécialisations et qui est réservée à une petite élite. Mais les moyens techniques qui ont été présentés dans la réunion du G7 sur la "société d' information" peuvent être mis à la disposition des masses et faciliter, par exemple, les réunions des ouvriers de toutes les entreprises automobiles d' Europe, les rencontres des syndicats de nombreux pays. La gestion collective de l' économie européenne est une possibilité immédiate et la base principale pour la faire existe: c' est que la classe ouvrière n' a aucun intérêt de propriété privée et peut penser objectivement pour le bien-être de toute la société. Pour développer cette confiance de pouvoir diriger la société, il faut élever la capacité culturelle de la classe ouvrière, la vie culturelle et politique des partis de gauche et des syndicats.

La commission Européenne qui préside la réunion du G7 sur les "autoroutes de l' information" pose déjà le cadre et les bénéficiaires de ces nouvelles technologies de communication: faciliter le fonctionnement du capitalisme et principalement des grandes multinationales en fonction desquelles les gouvernements européens vivent. Le Livre Blanc posait la même chose. On peut mesurer la signification des propositions du Livre Blanc-présentées comme un grand objectif par les directions socialistes européennes- par rapport aux moyens de transport, aux grandes oeuvres d' infrastructure qui étaient destinées au progrès de tous les peuples d' Europe et à donner du travail à des centaines de milliers de chômeur. Il suffit de prendre l' exemple des chemins de fer. La construction des TGV est payée en grande partie par les Services Publics des chemins de fer. En Belgique, par exemple, ce projet risque de coûter 10.000 postes de travail, parce que pour payer le TGV, il faut éliminer une grande partie des services destinée aux populations locales. De plus, l' Etat et la population paient le TGV et ce sont de grandes sociétés capitalistes privées qui le construisent. C' est la même conception qui préside tous les projets appelés de bien public d' Europe capitaliste. Le développement de ces plans s' accompagne obligatoirement de la destruction de tout service public et d' une privatisation accélérée de ceux qui subsistent encore.

Par contre, les partis de gauche et les syndicats peuvent faire leurs propres plans au bénéfice de la population, ce qu' aucune force sociale n' a intérêt à faire. Il faut mener cette discussion dans les entreprises, dans les syndicats et les partis de gauche. Pendant que l' on fait toutes ces propositions, il est nécessaire de maintenir la défense de toutes les conquêtes sociales des masses: la sécurité sociale, le droit à une retraite digne, l' enseignement accessible à tous, la lutte pour la réduction du temps de travail à 35 et à 32 heures semaine sans perte de salaire, de s' opposer à toute forme de flexibilité qui ne signifient pas autre chose que mettre de plus en plus le travailleur à la disposition du patron, à n' importe quelle heure du jour et de la nuit, n' importe quel jour de l' année. Il faut unifier les conquêtes sociales des masses de toute l' Europe, au niveau le plus élevé. C' est aussi de cette façon qu' on pourra surmonter la concurrence et se présenter en front unique contre le capitalisme.

Bureau International de la IVème Internationale Posadiste

25 Février 1995

Les élections, la lutte des classes et l'organisation du courant anticapitaliste

suite de la page 1

sur deux ans, sans perte de salaire, avec une compensation financière pour les heures réduites. La droite a utilisé la magistrature, les medias, les partis libéraux et aussi les mouvements d'extrême droite contre les organisations de gauche. Ce n'était pas par hasard que les enquêtes sur "les affaires" de corruption ont rebondi juste à la veille des élections. Les attaques contre les dirigeants du SP ou contre la FGTB se sont multipliées. Malgré tout cela, les gens ont maintenu une cohésion dans les élections. Quelques dirigeants se sont laissé corrompre. Mais ce n'est pas pour cela que tout le Parti est corrompu.Ce sont les militants socialistes et les travailleurs qui doivent en juger, et non pas des gens de droite qui veulent seulement détruire et paralyser les organisations de la classe ouvrière.

Les attaques contre les "caisses noires" de la Centrale Générale, avec un article en première page du "Soir", en pleine élections sociales avaient un sens très précis de pure provocation. L'objectif de ces attaques était d'affaiblir les organisations syndicales, et principalement la FGTB, d'impressionner les travailleurs pour qu'ils se détournent des Syndicats. La justice et les juges ne sont pas neutres et au dessus de tout soupçon. Et dans le cas précis qui nous occupe le juge qui a ordonné les perquisitions n'est-il pas un proche du VLD? Certains partisans du libéralisme sauvage souhaitent que les Syndicats aient une personnalité juridique et que l'on puisse contrôle les caisses et les livres de comptes. Depuis les grèves de Septembre chez VW, les tribunaux ont multiplié sur demande des directions patronales les astreintes contre les Syndicats et descentes d'huissiers chez certains grévistes. Ils menacent de faire payer des amendes de 5.000 à 100.000 francs par ouvrier non gréviste empêché de travailler.

Toutes ces intimidations ont en réalité eu un effet contraire. La participation aux élections sociales dans les entreprises privées a été très importante, près de 82% des travailleurs ont voté. Cette participation massive est une démonstration que les travailleurs se préparent aux prochaines attaques et du patronat et du gouvernement. Ce n'est pas seulement une volonté d'élire aux Conseils d'entreprises et aux Comités de Sécurité et d'Hygiène des représentants et des délégués combatifs qui seraient capables de faire de bonnes négociations, de bons accords, mais c'est une démonstration de force pour l'avenir, pour faire face à toutes les mesures antisociales, à toutes les attaques contre les acquis sociaux. La direction socialiste ne va pas certainement pas en tirer des conclusions anti-capitalistes. Mais c'est le rôle de tous les courants de gauche de le faire, en intervenant avec les masses socialistes, dans le mouvement syndical, en discutant surtout un programme de transformation socialiste pour la Belgique et l'Europe.

LE REGIONALISME, LA LUTTE DE CLASSES,LE DEVELOPPEMENT HISTORIQUE DE L' ESPAGNE ET LE SOCIALISME

J.POSADAS

LE 7 MARS 1978

Le régionalisme a eu et a toujours des conséquences très néfastes sur la politique en Belgique. En Belgique, également cette conception a contribué à diviser le mouvement ouvrier et les organisations démocratiques. Presque toutes les organisations de gauche se sont divisées en aile francophone et en aile flamande, comme les partis socialistes. Cela conduit à des conceptions aberrantes exprimées entre autre par José Happart qui préfère un patron wallon à un travailleur flamand.

Dans ce contexte, la réforme de l'état qui divise la Belgique en trois régions et trois communautés, avec un gouvernement fédéral pour chaque région,ne réprésente pas un élément de pogrès pour le pays et surtout ne résoud aucun des problèmes engendrés par le système capitaliste: Chômage, Pauvreté, détérioriation des conditions de vie et de travail de la majorité de la population.

Par conséquent, le mot d'ordre de front unique des travailleurs flamands, wallons et bruxellois contre le capitalisme reste toujours d'actualité, et reste le seul rempart à toutes les déviations régionalistes.

Le régionalisme n' est pas une nécessité du progrès de la vie, et de l' histoire, mais une nécessité de la bourgeoisie, du capitalisme pour contenir la lutte de classes. Il faut unifier le prolétariat, le centraliser et, au nom de la centralisation, faire de l' Espagne, une continuation du progrès dans un pays unifié. Franco fut pour le capitalisme espagnol le centre pour écraser les masses, mais aussi un centre pour écraser le progrès. Le développement de l' économie, signifie le progrès. Celui-ci est en contradiction et en antagonisme avec le capitalisme. Tout progrès est en contradiction avec le système capitaliste. L' antagonisme n' arrive qu' ensuite entre les masses et le capitalisme. Tout progrès scientifique, économique et culturel se heurte au système capitaliste, car il se sent opprimé et contenu. La tendance de l' économie, de la science, de la technique et de la culture est de s' élever. C'est l' unification de la direction du prolétariat qui n'a pas d'intérêts locaux, régionaux qui permet l'universalisation de la connaissance, de la culture, de la science et de l'économie. Avec le régionalisme, tout cela reste enfermé.

Les masses acceptent la régionalisation en Catalogne, au Pays Basque, mais pas avec le même intérêt que la bourgeoisie. Avec le régionalisme, elles espèrent donner un coup à la bourgeoisie, et croient ainsi l'affaiblir. C' est une erreur. Cela vient d' avant, de la lutte contre le franquisme: les masses croient continuer la lutte ainsi et affaiblir le capitalisme. Entre l'acceptation du régionalisme par les masses et l' aspiration bourgeoise de la direction, il n' y a aucune identité, mais un antagonisme. L'un des responsables de ces erreurs est le Parti Communiste, qui depuis beaucoup d' années, même sous Franco, a constitué les partis communistes régionaux. A cette époque, la bourgeoisie l'a accepté pour se défendre de Franco, car elle se sentait contenue par lui. Franco répondait au grand capital, non au capital moyen ou intermédiaire. Le prolétariat accepta la lutte pour la régionalisation comme un moyen de lutter contre Franco.

LE REGIONALISME REPOND A UN INTERET DE LA BOURGEOISIE ET NON A LA NECESSITE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS.

Il faut faire un appel au Parti Communiste, au Parti Socialiste, aux syndicats pour discuter que la régionalisation répond à un intérêt de la bourgeoisie et non au besoin de développement du pays. L'Espagne est unifiée par l' économie, par les relations sociales. La constitution de l'Espagne est un progrès de l'histoire. Pour la développer et arriver à un niveau plus élevé, il faut éliminer la bourgeoisie et le capitalisme, alors il n'y aura plus de motif pour le régionalisme et personne n' en voudra.

Le régionalisme est une expression de la domination culturelle de la bourgeoisie. Qu'est ce que la régionalisation? Qu'apporte-t-elle culturellement et scientifique? Rien! Economiquement, c'est un recul, car elle limite l'espace. De plus, c'est un mensonge de dire que la bourgeoisie est régionaliste. Si la bourgeoisie catalane arrive à dominer la Catalogne, elle investira ses capitaux en Galice, ou dans une autre partie de l'Espagne et la dominera. La bourgeoisie se régionalise comme un pouvoir central qui écrase les autres. Elle est surtout contre Madrid où se trouve la grande bourgeoisie financière qui gêne toutes les autres. C'est une réaction du système capitaliste et non un besoin des masses. La solution pour répondre au progrès de l'histoire est de prendre le pouvoir, de centraliser l'économie, de la planifier, et on en termine avec le régionalisme. Les masses ne sont pas régionalistes par naissance. Elles l'appuient comme un moyen économique et politique contre le pouvoir central. Cela se passait avant contre Franco, c'est maintenant contre le pouvoir de Madrid. Le pouvoir de Madrid représente le grand capital, les grandes entreprises financières, ainsi que l' impérialisme. Aucun grand capitaliste catalan ne peut aspirer réellement à la division du pays, à la régionalisation. Ce qu'il veut est un pouvoir particulier pour dominer et devenir une multinationale qui domine le reste de l'Espagne. Voilà le fond du problème.

Il faut appeler les ouvriers, les partis communistes et socialistes, les syndicats à une discussion sur le sens, l' avantage, le progrès de la régionalisation. Elle n'est pas un progrès de la lutte de classes, ni de la démocratisation du pays. Le régionalisme ne fait qu'affermir les pouvoirs centraux du capitalisme qui dépendent de lui, aggraver les conditions économiques et faire reculer les zones de l'Espagne les plus arriérées et même les régions développées comme la Catalogne et le Pays Basque. Cela va signifier un énorme recul, pour les Asturies également, car en se régionalisant elles vont devoir dépendre beaucoup plus du capital étranger et de l'importation. Ils ne pourront ni planifier, ni coordonner l'économie du pays, ce qui va entraîner un énorme coût de production et un très grand retard économique. Qu'est ce que le régionalisme apporte à la culture? Rien! Il est au contraire un recul. Qu'apporte-t-il à la science? Rien! C'est un recul. Le régionalisme n'apporte rien à la culture, car il s'en tient à tout ce qui est catalan ou basque. Mais si la Catalogne est un résultat du monde, il n'y a donc pas de culture catalane! Quelle culture catalane? Il y a une culture et une science universelles qui s'appliquent dans chaque pays. C'est une tentative de la bourgeoisie de freiner, de contenir, de dévier l'attention de la petite-bourgeoisie dans la lutte de classes afin de la soumettre à l'intérêt régional.

(...) Le régionalisme n'a donné aucune contribution à l'histoire, à la vie et au progrès. C'est la centralisation qui permet l'influence de la culture, de la science, de l'art et de l'économie. La centralisation permet de développer l'économie, de la planifier même d'un point de vue bourgeois, et permet le développement de tout le pays. Le reste signifie un manque de perspective du capitalisme qui s'enferme sur lui-même pour maintenir le prolétariat lié à des sentiments patriotiques, locaux et l'opposer au reste du prolétariat. C'est une tentative d'empêcher l'unification et la centralisation du sentiment de lutte révolutionnaire des masses, en les maintenant divisées, séparées, en encourageant les préoccupations régionalistes.

Qu'apporte le régionalisme culturellement, scientifiquement, artistiquement, économiquement? Il n'apporte rien, il ne contribue en rien. Au contraire, la science, la culture, la technique, l'économie ont besoin de se centraliser pour se développer. L'économie a besoin de se centraliser pour accomplir un progrès, alors qu'avec le régionalisme, celui-ci ne pourra se faire qu'au bénéfice d'un secteur. Mais même ce secteur va stagner, ce qui permettra au secteur catalan d'influencer par la suite le reste de l' Espagne et d'y exporter des capitaux.

Les régionalistes créent alors des sentiments régionaux qui retardent la culture, la science, et l'économie. Ils compliquent et entravent le développement centralisé de l'économie. L'un des avantages énormes qu'a représenté le capitalisme face au féodalisme a été la centralisation et le développement des pays, ce qui a permis la croissance de l'économie. L'étape supérieure à cela est la centralisation à plus grande échelle, à échelle européenne ou mondiale. C'est ce qu' ont fait l'URSS, la Chine, qui ont unifié les différentes nationalités et leur ont permis un grand développement économique, culturel, scientifique. L'Union Soviétique a fait en 60 ans ce que le système de propriété privée n'a pas fait en mille ans.

Il faut donc combattre ces conclusions en appelant à la centralisation, en expliquant aux masses que le régionalisme ne représente aucun progrès de l' histoire. C'est une tentative de les maintenir soumises au pouvoir capitaliste au moyen des sentiments communs nationalistes. Le capitalisme ne se guide pas par des moyens communs nationalistes, mais par des intérêts d'exploitation capitaliste. C'est pour cela que le capital catalan investit dans le reste du monde, si cela lui convient plus et non en Catalogne. Il faut donc discuter avec les camarades que le régionalisme n'est pas un progrès, ni de la science, ni de la culture, ni de l'économie, ni de la lutte de classes, ni des masses. C'est une tentative du capitalisme pour maintenir les masses d'Espagne séparées et dominées par sa direction culturelle, qui en fait est politique. Il faut appeler les partis communistes et socialistes, les syndicats à un mouvement de lutte centralisée pour installer le socialisme en Espagne. Celui-ci résoud les problèmes des nationalités, en centralisant l'économie, la culture et la science.

L'objectif du socialisme est de dépasser l'arrièrement des nationalités, même dans l'étape actuelle. Il n'est pas nécessaire de passer par l'étape des nationalités pour atteindre ensuite des étapes supérieures. Au contraire, c'est un recul qui rend énormément difficile la lutte des classes et la lutte pour le socialisme.

Quand il n'y aura plus de capitalisme dans le monde, toutes les caractéristiques régionales vont apparaître unifiées, centralisées, multiformes dans les relations humaines. Alors, chaque région va contribuer avec le meilleur d'elle même, à l'ensemble de la culture, de la science, de l'art et de l'économie. Tout le reste est une concurrence arriérée. Il est nécessaire de centraliser la propriété, de planifier la production, ce qui développe le meilleur de façon centralisée. Alors chacun contribue à une centralisation supérieure, la généralise et ne la maisse pas isolée. Par contre, avec les régions se maintient le retard économico-culturel, que ce soit en Espagne, en Turquie ou dans d'autres pays, pour les maintenir sous la domination de la culture bourgeoise, de la direction politique et sociale bourgeoise.

Il n'y a pas encore une expérience très profonde des nationalités dans les Etats ouvriers, car ils viennent de sortir de la bureaucratie. Ils ont tous une conception bureaucratique mais il suffit de voir l'Union Soviétique qui était le pays le plus arriéré du monde, avec le plus grand nombre de nationalités qui a réussi à unifier le pays. Le Parti Bolchévique avec Lénine a donné les bases du développement postérieur de l'URSS. Il n'y a pas eu de heurts entre les nationalités, mais une intégration, une identification. Elles ont vu et compris le progrès dans la centralisation de la propriété, de l'économie, et la centralisation du pouvoir politique au nom du progrès de la vie, qui était le Soviet. C'est ce qu'il faut dire aux masses d'Espagne. Celles-ci l'acceptent, ce sont elles qui ont fait la guerre civile, qui se sont appuyées sur l'Union Soviétique, et qui n'ont pas d'aspirations individuelles ou régionales, mais celles de développer l'Espagne pour le bien de tous.

LA CRISE DE LA SOCIALE-DEMOCRATIE ET LA NECESSITE DU FRONT DE LA GAUCHE POUR LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'EUROPE

La crise des pays socialistes, et spécialement la désintégration partielle de l'Union Soviétique, a eu pour conséquence la chute de tout l'appareil bureaucratique décomposé et abandonné par l'intervention des masses et le progrès de la révolution mondiale.

La résolution et l' expérience du prolétariat soviétique n' ont pu compenser la bureaucratisation et le manque de vie politique dans le PCUS et dans les Syndicats, et il a été impossible de ce fait de construire la direction politique dans l' Etat ouvrier. Les directions nationalistes qui ont pris transitoirement la relève dans les ex-pays socialistes étaient alliées à l' équipe bureaucratique antérieure, possèdent tous ses éléments de décomposition et de corruption et n'ont aucune attache avez l' Etat ouvrier.

Ce processus a modifié la relation de forces mondiale, et la discussion et la préoccupation théorique et politique s' élèvent dans les partis communistes, socialistes, dans les syndicats, les les mouvements révolutionnaires, dans les cercles d' intellectuels et dans toute la gauche en général, afin de comprendre ces problèmes.

Les secteurs sociaux-démocrates des partis socialistes ont essayé de profiter de la conjoncture pour enterrer définitivement la lutte de classes révolutionnaire en tant que forme de dispute du pouvoir au capitalisme, ainsi que la propriété étatisée et la planification de l' économie, principes de base de la construction de la société socialiste. Ces directions ont cru que le moment de pouvoir remplir une fonction dans l' histoire était venue, en se posant comme alternative face à la crise du capitalisme et au recul transitoire des pays socialistes.

Mais les changements, les reculs et la désintégrartion du mouvement socialiste ont démontré que cette étape n' était pas terminée, comme le prétendaient la bourgeoisie et les secteurs sociaux démocrates, mais qu'il était nécessaire d' en tirer les conclusions pour ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs. ce qui s' affirme et s' étend dans toute l' avant garde révolutionnaire est la compréhension que la crise des pays socialistes est due dondamentalement à l' échec de ses directions, de leur conception bureaucratique et mesquine, de l' abandon de la métohde marxiste, et non à l' échec du communisme.

Les principes de Marx, l' expérience de Lénine et de Trotsky dans la construction de l' Etat ouvrier et du Parti Bolchévique, l' Intervention des masses à travers les soviets,participant activement et développant toutes leurs capacités, sont de plus en plus présentes dans la discussion, dans la vie et dans la lutte de l' avant garde prolétarienne. Mais, il ne fait aucun que les changements dans les pays de l' est ont affecté les relations de forces entre les masses et la bourgeoisie. La droite et l' impérialisme se sont lancés, profitant de cette situation, pour imposer des reculs au mouvement ouvrier. Ils ont cru que le manque d' une référence comme l'URSS, où les problèmes de base de la population étaient résolus -accès à la culture pour tous,santé, logement,plein emploi- allait désanimer le prolétariat qui, pour conserver ses postes de travail menacés par la crise, accepterait sans lutter de perdre une partie de ses conquêtes.

La réponse a été les mobilisations dans toute l' Europe, beaucoup d' entre elles violentes, comme les grèves générales en Belgique, en Italie, en Espagne, entraînant une participation beaucoup plus importante de la jeunesse et de toute la population. Pas un seul secteur de l' économie n' est resté démobilisé, et dans le cas de la France, la droite a dû faire marche arrière dans sa tentative de privatiser des secteurs importants de l' économie.

Ceci signifie que les masses ont atteint un niveau de maturité que la chute de l' est n' a pas entamé, et que si elles n' ont pas été plus à fond dans l' application du programme pour lequel elles luttent comme par exemple les 35 heures, cela est dû avant tout à la faiblesse des directions syndicales d' un côté, et de l' autre aux secteurs sociaux-démocrates des partis socialistes qui se sont soumis totalement à la politique de la bourgeoisie.

Ces directions ont cru que la crise des Etats ouvriers terminait une étape et qu' il n ' existait pas d' autres possibilités que le chemin des réformes et des accords pour humaniser et changer peu à peu le système capitaliste. La social-démocratie n' analyse pas que de nombreuses concessions accordées aux masses par la bourgeoisie, comme l' allocation chômage ou la sécurité sociale, étaient dû fondamentalement à la concurrence avec les pays socialistes, afin d' éviter l' accroissement du poids et de l' autorité sociale de l' Union Soviétique sur l' ensemble du prolétariat.

Le paiement du chômage est une mesure contraire à la structure du système capitaliste, à sa propre existence. La bourgeoisie ne s' intéresse ,ni à la vie ni au bien-être des gens, mais à la façon de les exploiter et d' accroître ses profits. C' est ce qu' elle essaie de faire maintenant en s' appuyant sur les bouleversements des pays socialistes.

Les accords de Maastricht répondent à cette nouvelle relation de forces dans laquelle dans laquelle la bourgeoisie, appuyée par l' ensemble des directions des partis socialistes, tente d' imposer un recul à l' ensemble des conquêtes sociales. Cette politique, menée dans chaque pays d' Europe,a signifié l' application des contrats temporaires pour les jeunes-largement contestés en France-une plus grande flexibilité et une diminution importante de la couverture du chômage.

Aucune de ces mesures n' a servi à créer des postes de travail, mais a permis de favoriser la concurrence de l'Union Européenne avec les Etats-Unis et le Japon, en augmentant la productivité des entreprises aux dépens du niveau de vie des masses. L' état de bien-être qu' ont proclamé les directions sociales-démocrates est parti en fumée, et l' unique perspective pour le capitalisme est l' approfondissement de sa crise.

Tout ce processus a influé de façon inégale sur l' ensemble du mouvement socialiste, en produisant d' un côté la crise et la disparition du Parti Socialiste Italien, des reculs électoraux comme ceux du Parti Socialiste Français et Espagnol, la défaite de la social-démocratie allemande, et de l' autre le retour au gouvernement des socialistes grecs et suédois et l' affirmation d' une tendance de gauche dans le Parti travailliste en Angleterre qui, dans son dernier congrès, impose la défense des nationalisations face à la politique de privatisation de sa direction.

Mais l' axe fondamental de la paralysie des directions socialistes est leur soumission et leur adaptation au système capitaliste. Toutes ces directions ont leur origine dans les mouvements réformistes qui ont surgi à la fin du 19ème siècle et qui coryaient qu' un développement graduel des richesses créées par la bourgeoisie allait provoquer une augmentation du prolétariat. Celui-ci deviendrait alors majoritaire et ensuite d'un point de vue électoral imposerait des ministres et des députés socialistes qui gouverneraient au service de la population exploitée, en régulant la distribution des biens produits par l' économie.

La bourgeoisie a appuyé ces tendances conciliatrices et stimule leur développement dans le mouvement syndical, avec pour objectif de contenir les luttes et d' empêcher le développement de directions révolutionnaires. La social-démocratie s' est transformée en administratrice du capitalisme et justifiait sa fonction en posant que le saut de la société capitaliste à la société socialiste allait se faire par des moyens pacifiques, graduellement, à travers les gouvernements et le parlement. Elle a donc éduqué tout un courant dans les principes du réformisme, dont la base fondamentale était la lutte électorale, abandonnant peu à peu le marxisme et le programme révolutionnaire.

La crise de l' Union Soviétique et des autres Etats ouvriers a donné apparemment à la social-démocratie une justification de saq fonction dans l' histoire. Mais la crise du capitalisme a coupé court à toute possibilité d' une issue intermédiaire. La décomposition des directions comme celles des socialistes italiens, français et espagnols, est la conséquence du manque de principes, de vie de parti, et de l' impossibilité d' appliquer la politique social-démocrate. Le capitalisme n' admet aucune réforme, ni aucune moralisation, sa décomposition est totale, et dans cette crise finale, il a entraîné tous ces secteurs qui sont passés d' administrateurs à se soumettre totalement à la politique et aux plans de la bourgeoisie.

Il est nécessaire d' analyser et de tenir compte du fait que les masses appuient les partis socialistes et leurs militants parcequ' elles veulent une transformation de la société. Le progrès programmatique de la gauche travailliste qui reprend des principes anti-capitalistes est une expression de la maturité du mouvement que les partis communistes doivent appuyer et impulser. Il faut discuter conjointement avec les socialistes ce qui a été l' expérience de la Révolution Russe, de la construction de l'URSS, l'importance du Parti, du programme et des objectifs révolutionnaires. Il faut mener une lutte commune des socialistes et des communistes afin de structurer un front de la gauche qui pose comme axe fondamental la transformation socialiste de l' Europe.

L'aggravation de la guerre et de l'agression impérialiste en Yougoslavie et la lutte pour le socialisme comme unique issue pour la conquête de la paix et le progrès des peuples

Dans la guerre en Yougoslavie s'expriment une lutte féroce pour imposer de nouvelles relations de forces mondiales, en même temps qu'une faiblesse et une désorientation importante des organisations de gauche, mais aussi une attitude de rejet de l'impérialisme de la part des masses.

Les milliers de morts et les millions de réfugiés et de gens déplacés d'un point à l'autre de la Yougoslavie s'ajoutent à ceux que l'impérialisme et le capitalisme mondial rejettent de la vie dans le monde entier, de la Somalie au Rwanda, de l'Indonésie à toute l'Amérique Latine. La fin de la "soi-disant guerre froide" n'a pas signifié pour les masses du monde entier la fin de la guerre, mais de nouveaux règlements de comptes et une concentration plus grande du capitalisme mondial qui, de par sa nature, a besoin de la guerre.

Si, avec la destruction partielle de l'Union Soviétique et du camp socialiste, tous les conflits actuels dans le monde ont perdu l'apparence claire d'une lutte système contre système, ils n'ont en fait pas changé:ce sont des expressions de l'exaspération du système capitaliste pour détruire tout ce qui peut rester ou se reformer de l'Etat Ouvrier, tout ce qui peut représenter une opposition à son impérieux besoin d'augmenter ses profits et d'élargir son aire de domination. Son mépris vis-à-vis des droits sociaux qu'une grande partie de l'humanité a acquis dans les Etats Ouvriers et même dans les pays capitalistes, rencontre évidemment une résistance, et c'est pour cela que le spectre du communisme ressurgit, non seulement dans toute l'Europe mais dans le monde entier.

Il faut considérer en premier lieu qu'on ne peut pas parler d'ex-Yougoslavie. Ce pays subsiste, bien qu'ayant été fragmenté par l'intervention politique et militaire brutale des grands pays capitalistes, de l'Allemagne à la France, des Etats Unis et autres. Quand les partis de gauche en Europe posent qu'il faut défendre "la dignité de la Bosnie", pourquoi ne se rappellent-ils pas la dignité de la Yougoslavie et ne défendent-ils pas la République Socialiste telle qu'elle fut construite avec Tito et ses partisants, avec le parti communiste, en tant qu'Etat ouvrier, sur la base de l'unification socialistes des nationalités, des différentes républiques et régions de Croatie, de Bosnie, de Slovénie.

On peut voir aujourd'hui comment cette campagne qui s'est développée dans toute l'Europe pour protéger une "pauvre Bosnie" contre un "ogre serbe", et à laquelle la grande majorité des partis de gauche a adhéré, fait en réalité partie des préparatifs du camp capitaliste pour imposer le diktat de l'OTAN, les interventions militaires directement dirigées par elle, et cacher la préparation de l'armée croate à l'attaque des régions contrôlées par les Serbes.

Tant de "cris" contre l'épuration ethnique" des Serbes et un silence complet face à la guerre éclair de la XCroatie de Tudjman qui a fait une "terre brûlée" de toute la Krajina, incendiant les villages et conduisant à la déportation des centaines de milliers de gens qui vivaient là! Le capitalisme allemand et yankee ont armé et formé tranquilement une armée en Croatie, superpuissante par rapport au pays: 200.000 soldats sur un territoire de 6 millions d'habitants. Elle a reçu massivement des armes du Vatican, du gouvernement de Kolh, et des instructeurs nord-américains envoyés par le Pentagone, alors que les partis socialistes, les mouvements pacifistes dans de nombreux pays d'Europe, et quelques groupes de gauche, intervenaient en faveur de la Bosnie, oubliant que ce pays a un gouvernement ultraréactionnaire, intégriste, mené par Izetbegovic, marionette de la politique yankee et allié des pays islamiques les plus réactionnaires.

Quelques groupes pseudo-trotskistes entre autres en sont

Suite page 4

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

33ème ANNEE - Octobre 1995 - N° 401 - 20 francs

Périodique bi_mestriel Dépôt de Bruxelles X
Editeur Responsable: Pôlet Cl: 62, rue des cultivateurs
1040 Bruxelles

La démission de Willy Claes, exprime la décomposition du capitalisme belge et la crise de la social-démocratie

Editorial

Le vote du Parlement belge pour renvoyer Willy Claes devant les tribunaux pour fait de corruption, est un acte purement politique. Les très honnêtes députés sociaux-chrétiens et libéraux règlent leurs comptes avec les dirigeants socialistes qui sont devenus trop gourmands à leurs yeux et leur volent des postes politiques importants comme celui du secrétaire de l'Otan. Mais ces événements montrent aussi à quel point la politique de la social democratie conduit au "trou noir" dont parle Willy Claes, non seulement ses dirigeants, mais l'ensemble du mouvement socialiste. La corruption est un fait inhérent à la vie même du régime capitaliste. Quand les dirigeants socialistes sont mêlés à ce pouvoir ils en attrappent tous les vices. Que ce soit en Espagne, en France, en Italie, ou en Belgique, les opérations "mains propres" ou "anti-corruption" ont été menées par des juges manipulés par une partie de la classe bourgeoise contre l'autre et contre les directions socialistes. En Belgique, la dernière crise politique, et la tenue des élections anticipées a été provoquée par la volonté de la droite social-chrértienne de changer la coalition gouvernementale et de ramener les partis libéraux au pouvoir. Pour cela, tout était bon et les attaques contre les corruptions des dirigeants socialistes et syndicaux se sont multipliées dans l'espoir d'affaiblir les socialistes dans les élections. Malgré tout, les travailleurs n'ont pas déserté les partis socialistes. Aussi, les partis de la bourgeoisie cherchent de nouveaux moyens de déloger ceux-ci du gouvernement fédéral. Le procès contre Willy Claes n'a pas d'autre but. Mais pour la gauche, on ne peut s'arreter à ce constat. Les Ecolos et Agalev ont, dans leur majorité, voté au Parlement pour l'accusation de Willy Claes. Par ce vote, ils se sont soumis à la volonté de la droite qui n'avait rien de "moral". Mais le PS et le SP, tout en votant contre la mise en accusation, ont eu terriblement peur d'aller plus loin et de risquer une nouvelle crise de gouvernement, tellement ils s'accrochent au pouvoir. Pour les masses socialistes et la gauche en général, l'important n'est pas la corruption, mais c'est surtout la politique qu'ils mènent et qui les fait accepter de devenir ministres de la Défense, Ministre des Affaires extérieures, ministre des Finances, donc gérants de tous les rouages du pouvoir de la bourgeoisie. La réelle corruption, pour un socialiste, c'est que Willy Claes ait pu devenir le secrétaire général de l'Otan, qui est la plus grande machine de guerre de l'histoire contemporaine! Sous sa présidence, l'Otan est parvenue à déloger et occuper la place de l'ONu en ex-Yougoslavie, et à imposer sur l'ensemble des pays du monde, le diktat des plus

suite page 2

HIROSHIMA ET LES ESSAIS NUCLEAIRES DANS LE PACIFIQUE

voir page 2

La bombe à neutrons: arme de nature sociale contre-révolutionnaire

J.Posadas

28 Août 1977

.voir page 3

HIROSHIMA ET LES ESSAIS NUCLEAIRES FRANCAIS DANS LE PACIFIQUE

L'effondrement de l'URSS a modifié fondamentalement les rapports de force. L'antagonisme principal était la lutte système contre système. Aujourd'hui, seule l'ombre d'une résurgence de l'Etat ouvrier apparaît comme un antagonisme possible, et susceptible de pousser l'impérialisme à déclencher une guerre préventive à l'instauration du socialisme. De plus, les différents blocs impérialistes se disputent les dépouilles des Etats ouvriers. l'Allemagne apparaît comme le grand bénéficiaire de la situation, et comme un des éléments moteurs de la guerre en Yougoslavie. La France avec Chirac veut reprendre le flambeau de la puissance militaire anti-américaine, tant par le développement des armes atomiques, interdits à l'Allemagne, que par la guerre qu'elle fait en Yougoslavie. Chirac propose à l'Europe que la force d'intervention rapide devienne une armée permanente pour intervenir sur toute l'étendue de l'Europe (cela doit impliquer l'ex-URSS).

Les nouveaux essais nucléaires français confirment cette volonté de recherche de la suprématie militaire. La puissance militaire favorise la prise de contrôle des pays moins armés. Même une puissance comme l'Allemagne doit en tenir compte. L'Allemagne essaie d'échapper à l'impérialisme yankee et préférerait s'abriter derrière la puissance atomique française. L'impérialisme français est nettement plus faible que les USA donc plus maniable par l'Allemagne pour satisfaire la prise de contrôle de l'Europe centrale et des Balkans. Le déchaînement des mass-médias dans le monde contre la reprise des essais nucléaires français est étonnant. Jamais les essais américains n'ont eu un tel écho, ainsi que les chinois. En grande partie, les agences de presse sont aux mains des américains et ils défendent les intérêts de l'impérialisme yankee qui veut garder la suprématie nucléaire. La plupart des mouvements de la paix ne perçoivent pas cette rivalité inter-impérialiste en ne veulent ne voir que la France. Nous ne devons pas choisir notre maître mais dénoncer toutes les politiques de domination du monde. Etre uniquement contre les essais nucléaires c'est admettre comme maître les USA. Selon une série d'experts il y a plus de 50.000 bombes nucléaires dans le monde: de quoi détruire 25 fois la surface de la terre. Le système capitaliste est incapable de supprimer la guerre, c'est dans sa nature. Donc il est incapable de supprimer son armement. Pendant la guerre du Vietnam, les USA ont déversé des milliers de tonnes de défoliant qui ont tué par empoisonnement des centaines de milliers de Vietnamiens et handicapé à vie plus d'un million d'autres, alors que le gouvernement américain s'était engagé à ne pas employer d'armes chimiques. La Belgique a signé le TNP (traité de non prolifération de l'arme atomique). Cela n'a pas empêché les USA et les gouvernements belges successifs de violer leur engagement en stockant en Belgique 25 bombes nucléaires. Au nom du TNP les Américains ont pu imposer par la menace de bombardement le contrôle des centrales nucléaires nord-coréennes. Le TNP permet surtout la suprématie des USA.

Le développement de la guerre des Balkans pousse la Russie à rompre avec sa politique de collaboration avec l'OTAN et l'impérialisme. Cela peut entraîner la Russie dans la guerre yougoslave et par là, une confrontation générale est envisageable. Si les Russes interviennent, ce n'est pas amour pour les Serbes, (pendant quarante ans la politique de l'URSS était anti-yougoslave), mais parce qu'un courant dominant en Russie est contre l'avancée impérialiste.

Nous sommes loin de l'équilibre de la terreur. Aujourd'hui, l'impérialisme est prêt à affronter la Russie. La Russie est en déliquescence et donne l'impression qu'elle capitulera avec le premier choc nucléaire. Au contraire, cela galvanisera la volonté de se défendre, en cela l'impérialisme se trompe.

Nous sommes au cinquantième anniversaire de la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki. Plus de 200.000 personnes périrent en quelques secondes. Cela est effroyable, mais cette guerre tua plus de 50 millions de gens. Le bombardement de Tokyo quelques mois avant tua en un jour plus de 80.000 personnes. Le terrorisme par l'armement nucléaire ou par l'armement non nucléaire est le même. Pendant la guerre contre l'Irak, l'emploi de la bombe à souffle fut expérimenté, elle détruisit toute vie sur une étendue de l'équivalence d'Hirochima. Remplacer des armes nucléaires par des armes non nucléaires n'a pas de sens. Nous devons rejeter tout l'armement et ceux qui poussent sur le bouton.

La démission de Willy Claes exprime la décomposition du capitalisme belge et la crise de la social-démocratie

suite de la page 1

grands pays capitalistes, et donc surtout, des Etats-Unis. C'est cela au'il faut discuter dans le Parti Socialiste, parce que cette politique, à échelle internationale, nationale ou régionale, est la base pour toutes les corruptions possibles. Ce qu'a fait Claes au niveau international, les dirigeants socialistes le répètent au gouvernement fédéral ou régional, ou au gouvernement de la Communauté Francaise. Le mépris affiché par Laurette Onckelinckx devant le mouvement des étudiants et des enseignants francophones est aussi grave que l'acceptation de millions d'un fabricant de canons pour renflouer les caisses des partis socialistes. Il en est de même pour les ministres socialistes qui réalisent en douce la privatisation des principaux services publics. Le démantèlement des chemins de fer équivaut à une privatisation. Il consiste à faire payer par la collectivité" le développement des lignes TGV, (qui servent essentiellement aux déplacements de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie aisée) au détriment des lignes qui servent à la population. Mais le capitalisme n'en a plus besoin aujourd'hui, puisque des centaines de milliers de gens ne se déplacent plus, car ils sont au chômage et ne doivent plus se rendre à leur travail. Il en va de même pour l'enseignement: comme le dit un des slogans des manifestations "si l'instruction coute trop cher, essayez donc l'ignorance". C'est bien cela que le capitalisme fait actuellement. Pourquoi investir dans la formation de larges couches de la population, si les entreprises capitalistes n'en ont pas besoin? Donc, le manque d'instruction de la population est sans importance. Et les dirigeants socialistes se font les complices de cette destruction du niveau de vie et de culture atteint par les travailleurs au prix de luttes très dures. Les travailleurs de l'enseignement, de la culture, des transports, des services de santé, des Postes, de tous les services publics, ne se résignent pas à cette situation. Il n'y a pas un jour sans mouvement de grèves et de protestations. Mais la régionalisation a provoqué de grandes divisions dans l'organisation sociale. Il faut lutter contre ces divisions avant tout, chercher les revendications communes aux enseignants et aux étudiants de la région flamande et francophone, établir un programme commun entre les Postes, Belgacom, les chemins de fer, les hopitaux, les écoles de tout le pays: pour la défense commune de ce qui reste des services publics et pour leur extension. Pour la collectivisation de tous les secteurs de base de l'économie: énergie, sidérurgie, transports, construction. Il faut arriver à construire un front commun syndical non seulement entre la FGTB et la CSC, mais entre tous ces secteurs qui ont une importance vitale pour le pays. Il est certain que les syndicats doivent jouer un rôle politique de plus en plus important. Les dirigeants socialistes ont mené les travailleurs à l'impasse en participant aux gouvernements, à n'importe auel prix. Ils sont devenus les prisonniers, ou les complices de la politique d'austérite menée inéluctablement par le capitalisme, belge ou international. Chaque

suite page 4

LA BOMBE A NEUTRONS: ARME DE NATURE SOCIALE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

J.POSADAS

28 AOUT 1977

Nous pensons important de republier ce texte de J.Posadas, à un moment où nous assistons à une recrudescence de l'activité militaire de l'impérialisme, qu'il s'agisse de l'escalade dans la guerre en Yougoslavie ou de la reprise des essais nucléraires français dans le Pacifique.

La bombe à neutrons - inventée il y quelques années - fait partie des différentes expérimentations de l'impérialisme, tout comme la bombe atomique, les armes chimiques et autres instruments de destruction qu'il a créés, dont la fonction est d'anéantir toute forme de progrès de la révolution, non seulement au niveau de pays mais au niveau local.

La guerre et la création de nouvelles armes font partie de la nature du système capitaliste, de son besoin de dominer le monde. L'organisation des forces de gauche contre la guerre en général, contre l'utilisation de la force atomique en particulier, ne pedut donc se faire qu'en tenant compte de cet élément: l'élimination de toute forme de guerre passe nécessairement par l'élimination du système capitaliste.

L'agonie mortelle du système capitaliste prend des formes bien claires: elle se manifeste au travers de la bombe à neutrons. Il faut comprendre clairement que cette arme à neutrons a été créée essentiellement pour un usage local contre-révolutionnaire, pour être lancée sur une manifestation, un meeting, un rassemblement de masses, un mouvement révolutionnaire. C'est une arme inventée à cette fin, elle est d'essence contre-révolutionnaire.

Mais on lui trouvera, comme pour tout autre arme hautement mortelle, une riposte qui sera également au degré maximum. Nous proposons aux camarades soviétiques d'étudier les façons de riposter militairement, de se mobiliser face à une telle bombe. Personne ne peut empêcher les Yankees de la fabriquer, et ils vont la faire. Au lieu de créer une cible, il faut créer des milliers de cibles qui les obligent à se disperser.

Déjà, après la Commune de Paris, le capitalisme a fait construire de larges avenues à Paris afin de pouvoir affronter le prolétariat, l'empêcher de se réunir et de se concenter en vingt mille endroits. Mais, cela n'a pas empêché la construction de vingt Etats ouvriers! A cette arme, porteuse de mort, on va riposter au moyen d'une autre arme mortelle pour le capitalisme: l'organisation. La bombe à neutrons signifie que le capitalisme se prépare avec la conscience de la montée de la révolution. c'est une bombe contre-révolutionnaire. La guerre de l'impérialisme est contre-révolutionnaire par nature, mais cette arme est destinée directement à affronter des actions révolutionnaires. Enne a peu d'utilité dans des actions de guerre. Cette prochaine guerre ne se fera pas au travers d'un affrontement de grandes armées l'une contre l'autre, mais des mouvements d'armées dirigés par des boutons. Alors, cette bombe vise les mouvements révolutionnaires, particulièrement ceux des Etats Unis et d'Angleterre. Cette bombe est préparée contre les masses nord-américaines, françaises, allemandes, et anglaises.

L'impérialisme ne prépare pas de telles armes pour ses besoins militaires. C'est faux! Elle a peu d'effets militairement, mais elle vise à avoir de l'effet socialement. Leur objectif est de supprimer les gens. La guerre impérialiste dans son ensemble a un caractère contre-révolutionnaire. Mais dans le cas de la bombe à neutrons, c'est une arme dirigée directement contre les masses de chaque pays et contre leurs troupes qui se rebelleraient.

Telles sont les contradictions du système capitaliste: il tue les gens qu'il peut, ensuite il rétablit l'économie et doit avoir des consommateurs. En dix ans, le cycle est à nouveau accompli et ils doivent encore une fois les gens ou les empêcher de naître. Ce sont les contradictions propres au système de propriété privée.

Il faut insister sur cette conclusion: la bombe à neutrons est dirigée contre la mobilisation révolutionnaire des masses, c'est son but essentiel. Il n'y aura pas de guerre de positions, les bâteaux eux-mêmes n'ont plus de grande importance. Il y aura une guerre atomique, sur l'eau et sur la terre.

Ils sont en train de chercher l'arme invincible: une telle arme n'existe pas, car il n' y a aucune arme capable de se substituer aux gens. Les gens sont plus importants que toutes les armes. Le seul fait de la guerre va jeter dans la révolution la moitié de ceux qui ne sont pas avec la révolution pour le moment. Le capitalisme prévoit cette perspective. Au sein même des Etats-Unis, il va se passer la même chose.

Avant la deuxième guerre mondiale, personne n'avait pensé que la révolution allait se développer en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie. Et maintenant, le capitalisme voit que la guerre va donner une vigoureuse impulsion anti-capitaliste au sein même des Etats-Unis. C'est pour faire face à cela qu'il veut la bombe à neutrons.

Le capitalisme voit le comportement des masses nord-américaines: il lance un appel en défense de la "démocratie"... et personne ne lui répond. Tous les gens disaient: " il faut en finir avec la guerre du Vietnam. Laissez le Vietnam tranquille ! " Les gens n'avaient pas une attitude d'indifférence envers le Vietnam, ils montraient leur intérêt à ce que le Vietnam vive et à ce qu'on le laisse tranquille.

Il est certain que la bombe à neutrons n'est pas seulement destinée aux Etats-Unis. Ils vont chercher à la lancer également contre l'armée soviétique, contre les Etats ouvriers, afin de tuer le plus possible de personnes.

Il faut prévoir que, dès le commencement de la guerre, 50% des forces d'appui du système capitaliste vont se retourner contre lui. Ils vont oublier leur fusil, perdre des balles, sous n'importe quelle forme toutes ces forces vont se retourner contre le capitalisme.

Aussi, le capitalisme est-il en train d'étudier de nouvelles mesures d'intimidations et de menaces, parce qu'il se rend compte de ce que sera le comportement politique des officiers.

Il n'y a pas le temps de préparer une nouvelle couche d'officiers, car ceux-ci de toutes manières reçoivent l'influence du processus de décomposition sociale du capitalisme et de l'élévation des Etats ouvriers.

S'ils s'agissait seulement de décomposition du capitalisme, la bourgeoisie aurait encore certains espoirs. Mais il y a la montée des Etats ouvriers qui constitue un facteur essentiel de cette décomposition capitaliste. Les officiers ressentent les effets de cette décomposition, non pas en se disant qu'ils vont bientôt mourir, mais en ayant sous les yeux un régime social supérieur. Trois fois déjà, de hauts gradés dans différents pays ont déclaré: " Nous allons perdre la guerre parce que l'Union Soviétique a un régime social supérieur".

Nous proposons que les Etats ouvriers, dès maintenant, étudient les formes d'organisation, de mobilisations, pour faire face à la bombe à neutrons. Un élément essentiel sera l'appel aux armées, l'influence et la pression sur les militaires pour qu'ils utilisent ces armes contre leurs propres chefs.

De plus, une arme anti-neutrons va bientôt apparaître. Si la bombe à neutrons a été créée pour asphysier, assassiner, on trouvera les moyens d'y faire face. Il n'y a pas de force qui puisse empêcher le progrès de la révolution. La révolution est une nécessité fondamentale de l'histoire.

J.POSADAS

L'aggravation de la guerre et de l'agression impérialiste en Yougoslavie et la lutte pour le socialisme comme unique issue pour la conquête de la paix et le progrès des peuples

arrivés à saluer l'arrêt de l'embargo yankee à la vente d'armes aux bandes musulmanes bosniaques. Rossana Rossanda, correspondante d'un important journal d'orientation communiste en Italie, est même parvenue à justifier les bombardements de l''OTAN, et de larges secteurs de la social-démocratie et du PDS italien ont salué les bombes comme une façon de donner une "leçon" aux Serbes et de parvenir à la "paix". Même Refondation Communiste, qui actuellement mène une campagne très décidée contre cette nouvelle escalade militaire et démonce la violation de la Constitution italienne - car le Parlement n'a pas été consulté et l'Italie se retrouveen pleine guerre -a eud des moments d'ambiguité et de pacifisme "neutre". Ben et la gauche travailliste en Angleterre, ainsi que le Parti Communiste Anglais, ont pris de meilleures positions, tout comme le PDS Allemand, en condamnant toute la politique de Kohl sur cette question.

Toute la confusion de la gauche vient du fait qu'elle n'a pas valorisé l'expérience socialiste de la Yougoslavie et le progrès énorme qu'elle a signifié pour ces peuples, même avec toutes les erreurs commises par Tito et le groupe dirigeant de la Ligue des Communistes. L'exaltation sans critique de " l'autodétermination", sans voir les relations de classe, a conduit à la situation absurde d'appuyer cette séparation territoriale qui n'a aucune légitimité, ni pêrspective. Il n'y a aucune "Croatie".Ces régions sont destinées, aux mains du capitalisme, à revenir à une étape féodale et à des terres de conquête. Seule l'idée de la Yougoslavie dans la perspective du socialisme a donné à ces peuples une place dans le monde, la culture et la cohabitation pacifique.

Si on veut sortir de la léthargie, il faut revendiquer à grands cris l'expérience de la Yougoslavie socialiste, en mobilisant les masses contre cette nouvelle agression barbare de l'OTAN et des Etats Unis, et partir de là pour sa reconstruction! Il existe des millions d'oreilles pour ce mot d'ordre parmi les populations yougoslaves, aujourd'hui opprimées par les cliques nationalistes. C'est l'unique façon de préparer les conditions pour une véritable paix et la reconquête des droits sociaux qui ont été liquidés par la guerre.

Le " nationalisme des peuples yougoslaves" n'existe pas, c'est une conception complètement fausse! Nous assistons à l'un des plus grands efforts de l'histoire: cultiver la haine entre des peuples profondément amalgamés et unie par des objectifs sociaux élevés. Il suffit de se rappeler le récent attentat au marché de Sarajevo qui, comme le précédent et tous les autres, a été organisé par les mêmes cliques dirigeantes - dans ce cas "musulmanes" - afin d'inciter à la haine et de justifier l'accroissement des actions militaires. Les camarillas dirigeantes de Yougoslavie n'avaient pas et n'ont aucune justification pour faire ce qu'elles ont fait. Il leur fallait trouver une légitimité, un minimum de justification pour empêcher que le processus de progrès des relations socialistes les raye pour toujours de l'histoire. Cet instinct désespéré d'auto-préservation d'une clique a mené d'abord à la lutte interne pour le pouvoir en Yougoslavie et ensuite à l'affrontement militaire ouvert.

Ces camarillas naissent- comme en URSS- du fonctionnement bureaucratique, dégénéré de l'Etat ouvrier. Le nationalisme est un prétexte pour voler la richesse collective produite par le pays dans son ensemble. Et l'impérialisme yankee, allemand, français, le Vatican trouvent le terrain fertile pour diviser, séparer, occuper et annexer. Comment explique-t-on la reconnaissance d'une Croatie ou d'une Bosnie en tant que "pays"? Ce ne sont pas des pays, ni des nationalités, ni des ethnies! Ils avaient déjà avancé de cent ans dans les relations sociales, au moyen de l'expérience de l'Etat ouvrier. Et ceci est valable pour la Yougoslavie comme pour toute l'ex URSS.

Dans ce nouveau pas en avant de la guerre en Yougoslavie, on peut voir également la grande crise et la fiablesse de la politique de Clinton par rapport à l'ex URSS. Même avec la direction d'Elstine, la Russie n'est pas parvenue à s'allier à l'impérialisme dans la guerre de Yougoslavie. Il ne s'agitpas de la "vieille amitié des Serbes et des Russes"! Il faut se rappeler que durant 40 ans, la Yougoslavie de Tito a été exclue de toute relation avec l'URSS, du fait de la politique de Staline, mais qu'en même temps, à travers l'armée et les masses de l'Etat ouvrier, l'URSS avait soutenu le triomphe de la révolution yougoslave et la construction de l'Etat ouvrier yougoslave. Ce sont des liens qui subsistent entre la Russie et la Yougoslavie, et la Russie ne peut poursuivre la politique des yankees dans ce pays.

La prise de position de la Douma et d'Elstine contre les bombardements de l'OTAN, et la liquidation probable de Kozirev comme grand représentant de la conciliation avec l'impérialisme, sont des faits qui font également partie de cette lutte inter-impérialiste. Il cherche à peser en Yougoslavie avec le chantage d'une force militaire, entre autre nucléaire, d'armes tactiques. Les essais nucléaires ne servent pas à avoir plus de "force de dissuasion", mais servent en tant que force tactique, pour la préparation d'armes nucléaires tactiques, mobiles, "propres", qui ne provoqueraient pas beaucoup de radioactivité après leur utilisation, et qu'on pourrait lancer facilement contre une armée yougoslave, iraquienne, ou autre.C'est pour cela que Chirac pose maintenant que la force nucléaire française est à la disposition d'une armée européenne qui peut égaler celle des Etats Unis.

Le capitalisme ne peut compter sur la mobilisation massive des populations des grands pays capitalistes. Il utilise de plus en plus des armées professionnelles et des mercenaires. De Yougoslavie, les soldats européens envoyés à la guerre reviennent démoralisés, dépressifs, et il faut les remettre entre les mains de psychologues: ils ne savent pas pourquoi ils ont dû aller là-bas et qui fallait-il considérer comme "ennemi de la Paix". Même des chefs militaires et des généraux, comme en Belgique et en Angleterre, ont donné leur démission, non par sympathie avec la Yougoslavie mais par pessimisme historique. Un haut responsable militaire a posé que même Hitler avant envahi la Yougoslavie avec 400.000 soldats et qu'il fut vaincu par les partisans de Tito...pour justifier la nécessité de se retirer de Yougoslavie aujourd'hui et montrer surtout qu'aucun militaire n'est disposé à mourir là-bas.

C'est une nouvelle guerre mondiale qui est en gestation en Yougoslavie et il ne s'agit pas pour la gauche de rester prisonnière de sentiments humanistes. La lutte contre l'impérialisme reste toujours d'actualité et c'est le fil qui doit conduire les moindres prises de position de la part des partis socialistes, communistes, du mouvement ouvrier.

Toutes les bases de l'OTAN en Europe, les bases yankees en Italie par exemple, servent de point de départ pour apporter la mort à toutes les populations de Yougoslavie. Il faut se mobiliser pour éliminer les bases yankees, pour que l'OTAN se retire de Yougoslavie, et pas seulement les casques bleux de l'ONU. Il faut lutter pour la réunification de la Yougoslavie sur la base de l'Etat ouvrier, ainsi que pour l'unification de toute l'Europe sur la base d'un programme et d'une perspective socialiste, à laquelle la Yougoslavie et tout ce qui reste des Etats ouvriers en Europe puissent s'unir.

Le 11 Septembre 1995

Editorial: *suite de la page 2*

revendication des travailleurs, pour défendre un poste de travail ou un acquis social, devient une revendication politique, et pas seulement économique, parce qu'elle met en cause l'incapacité totale du capitalisme à y répondre. Cela a été montré clairement dans le récent colloque de l'Interrégionale de la FGTB à Bruxelles: la FGTB défend le droit à l'emploi et montre la possibilité à Bruxelles de créer et développer des industries, propose des initiatives pour installer des entreprises à caractère économique et social. Mais il n'y a pas la moindre volonté patronale ni politique pour réaliser ces possibilités, parce que la bourgeoisie n'y a pas intéret. On se heurte à cette brutale et simple conclusion: le patronat (qui s'exprimait par la bouche du président de la FEB), même quand il déclare le contraire, est incapable et n'a pas intéret à créer des emplois! C'est pourquoi le mouvement ouvrier, au travers du mouvement syndical, doit proposer lui-même et imposer la réalisation de ces plans, par l'extension des services publics, l'élaboration et le développement d'un plan ouvrier pour mettre l'économie au service de la population.